

L'Internationale

10 F • Mensuel

N° 5 • Mars 1984

S'organiser.



Aujourd'hui plus que jamais face au capital des multinationales, à ses projets de guerre de moins en moins cachés, il est nécessaire et possible, comme le montrent toutes les contributions contenues dans ce numéro de *l'Internationale*, de participer activement à l'organisation de la lutte internationale des prolétaires pour le Communisme.

Nous disons **organiser** parce que la volonté, la révolte spontanée, la radicalisation de luttes partielles ne suffisent pas. De même que sont inefficaces l'improvisation, la disparité des tâches multiples. Ce qui compte dans la phase actuelle, c'est de se situer concrètement dans la dynamique de l'offensive des forces communistes organisées dans leurs luttes contre le capital à l'époque de l'impérialisme des multinationales.

Cela n'est possible que dans une perspective stratégique de la globalité du rapport de forces antagonistes, de la reconstitution d'un pôle communiste offensif en Europe de l'Ouest, quelles que soient les différences actuelles de niveaux entre spécificités, dues à des situations nationales différentes en apparence, mais soumises aux mêmes lois, lois définies précisément par la théorie marxiste — celle de la lutte des classes — seule méthode d'analyse efficace de la réalité sociale.

Les textes contenus dans ce numéro témoignent de la volonté d'organiser rationnellement

l'offensive internationale du prolétariat,
la reconquête de la théorie révolutionnaire
— théorie d'une pratique de

libération :

- que ce soient les camarades des **Brigades Rouges pour la Construction du Parti Communiste Combattant** qui expliquent leur action anti-impérialiste contre l'un des responsables des massacres des Palestiniens, affirmant par là, au-delà des défaites subies et de ce que voudraient faire croire l'Etat italien, leur capacité de continuer la lutte;
- que ce soit le texte signé « **des camarades pour l'organisation** », qui dans une analyse, posent les jalons d'une perspective pratique ;
- que ce soit les **Cellules Révolutionnaires** analysant les limites du mouvement pacifiste et de ceux qui se cachent derrière les « masses » pour ne pas lutter ;
- que ce soit le travail de camarades emprisonnés en Italie pour une reconquête de la théorie révolutionnaire, contre tout défaitisme et abandon ;
- que ce soit le court texte envoyé par des « **camarades concernés** » sur la situation actuelle en France et leurs questions à l'organisation **Action Directe** à la suite d'événements relatés dans la presse ;
- que ce soit, au-delà de l'Atlantique, la volonté de groupes canadiens de s'en prendre au Parti de la guerre en s'attaquant au trust Litton qui participe à la construction des missiles de croisières ;
- ou bien d'autres textes, communiqués d'actions, du front contre l'impérialisme, de la RFA à l'Euskadi...

Il y a là une force, une dynamique, celle du prolétariat organisé qui fait l'Histoire, une amorce de pratique internationale qui oblige à prendre position sous peine d'être balayé, d'être rejeté aux poubelles de l'Histoire.

Sommaire

3. **Italie**
Un communiqué des Br sur l'exécution de R.L. Hunt à Rome
Transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne.
5. Un document de militants des Br pour la construction du Pcc
Reconstruire une politique révolutionnaire.
7. **Dossier Canada**
De l'action directe à l'action anti-impérialiste.
11. **Euskadi**
La social-démocratie, experte en répression.
12. **R.F.A.**
Les cellules révolutionnaires répondent au mouvement.
14. Missak Manouchian.
L'internationalisme au cœur.
15. **Un front mondial contre l'impérialisme**
Actions en R.F.A.
France : sur quelques « événements récents ».
16. « Il n'y a d'espoir que tant que dure la lutte », (RAF).



Abonnements

Abonnez-vous à l'Internationale
10 numéros : 75 F

Abonnement de soutien : 300 F et plus...

nom

adresse

abonnement

L'Internationale est dans les Kiosques

A lire

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

Clash
Correspondances Internationales
Rebelles (journal des prisons)
Controinformazione
Il Bollettino
Resistance (Canada), etc.
Subversion n° 1

Des Textes des Brigades Rouges :

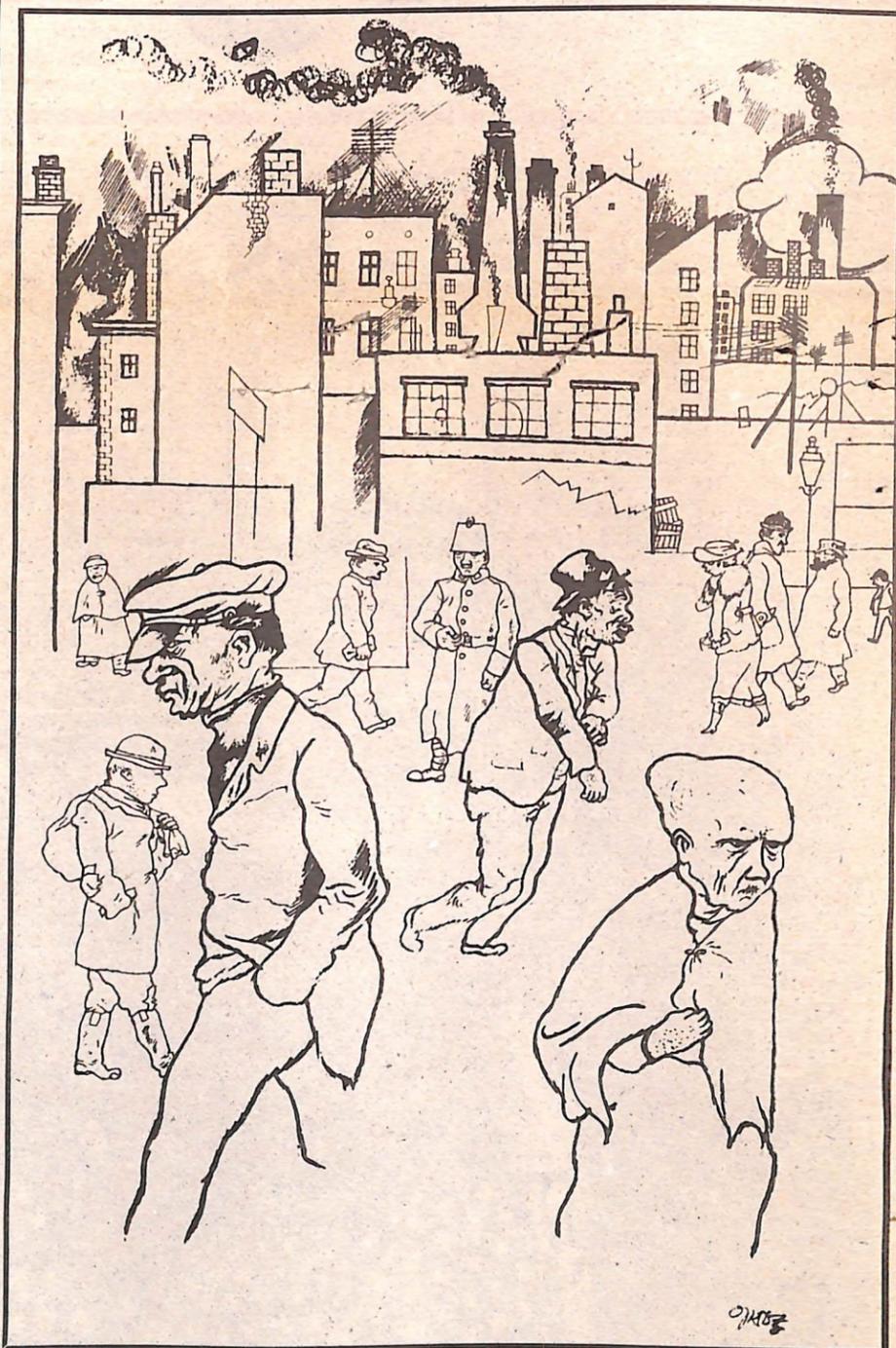
- *L'abeille et le communiste*, septembre 1980. Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).
- *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le *Collectif d'information prolétarienne*, publié par *Subversion*).
- *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

Des textes de la RAF

- *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.
- *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine, Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.
- Brochures régulières des « Comités de parents et d'amis des prisonniers ».
- En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).
- Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

Les revues de Documentation Communiste

- *Pour un projet communiste*, texte d'Action Directe.
- *Sur l'impérialisme américain*, idem.
- *Les Vingt thèses finales*, Brigades Rouges.



L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche, 75013 Paris.
Tél. : 337.63.52.
- Directeur de la publication : Laurent Louessard.
- Commission paritaire : 65607.
- Imprimerie Rotoffset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F

Abonnement de soutien : à partir de 300 F

Chèque ou mandat à l'ordre de « L'Internationale ».

Un communiqué des Brigades rouges sur l'exécution de R.L. Hunt à Rome

Transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne

Le 15 février 1984, un noyau armé de notre organisation a justicié Ray Leammon Hunt, directeur général de la « Force Multinationale d'Observation » dans le Sinaï, constituée afin de garantir les Accords de Camp David, stipulés entre l'Égypte et Israël sous le contrôle direct des USA.

Ce porc pouvait se vanter d'une longue « expérience » dans le sale travail que les impérialistes yankees effectuent quotidiennement dans chaque partie du monde. Son « curriculum vitae » en témoigne de manière éloquent ; de Jérusalem à la Turquie, de Ceylan à l'Éthiopie, de Costa Rica au Liban, il parvient à occuper la charge de vice-assistant de Kissinger en 1974. En 1976, il est à Beyrouth, et il s'occupe alors de manière particulière des problèmes moyen-orientaux, en occupant enfin la charge de directeur général d'une force militaire occidentale, directement organisée et financée par les USA.

Ce sont précisément ces « diligents fonctionnaires », lachés à travers le monde, qui organisent les nombreuses saloperies que l'impérialisme US commet aux dépens des peuples en lutte pour une autodétermination et une indépendance réelles. Ce sont ces gens qui sont derrière les pires massacres perpétrés par l'impérialisme, de Tall el-Zaatar à Sabra et Chatila, jusqu'aux canonades de la New Jersey. Avoir mis un terme à la misérable existence de ce sale esclave de l'impérialisme constitue un honneur pour notre organisation et, dans le même temps, un devoir à l'égard du mouvement révolutionnaire international.

Pourquoi nous avons frappé Ray Leamon Hunt

Pourquoi avons-nous frappé Ray Leamon Hunt ? Quelle est la fonction et la signification de la Force Multinationale d'Observation (FMO) ? La fonction de cette force militaire — à laquelle ce n'est pas un hasard que participe un contingent italien — est de garantir la sauvegarde des intérêts américains au Moyen-Orient à travers un accord entre l'Égypte et Israël, soutenu par des milliards de dollars, aux dépens du peuple palestinien. La signification politique est d'une importance considérable dans l'évolution des relations internationales, vers le déchaînement de la guerre entre les deux « blocs », en ce que d'un côté il ratifie formellement, avec des structures de caractère international apparemment légales, les intérêts et les influences régionales occidentaux, et que de l'autre il introduit une pratique particulière, qui a déjà trouvé une suite dans la formation d'une seconde force multinationale, au Liban cette fois, en dehors de l'ONU, et qui laisse clairement entendre une poursuite en ce sens dans des régions comme l'Amérique centrale.

Camarades, prolétaires,
L'évolution récente des relations internationales démontre sans aucun équivoque que les principales puissances impérialistes sont en train d'aller vers

l'affrontement militaire. Les peuples du monde entier assistent à une menaçante course au réarmement, nucléaire et conventionnel, que le cynisme effronté des gouvernements bourgeois voudrait justifier par des motifs de défense et de sécurité. Les dépenses militaires augmentent de manière évidente dans chaque nation, en pesant ainsi sur les conditions de vie des masses. Comme si cela ne suffisait pas, c'est le condamné lui-même qui paie le prix de son supplice ! La tension internationale croissante se manifeste de plus en plus fréquemment dans les soi-disants « conflits régionaux » où, à chaque fois, se concentrent et exploitent violemment les contradictions qui, propres à un contexte régional donné, s'insèrent toutefois dans un cadre général caractérisé par l'opposition profonde des deux principaux blocs impérialistes.

Dans ce scénario, qui précède traditionnellement l'éclatement de la guerre directe entre les impérialismes, l'hypocrisie de la bourgeoisie et des ses gouvernements est sans fond : chaque administration se plaint de l'agressivité de l'autre, chaque « bloc » fait profession de pacifisme et de bonne volonté autour du problème du désarmement et, en général, par rapport à l'orientation de sa politique extérieure. Dans les faits, les choses sont bien différentes. La pro-

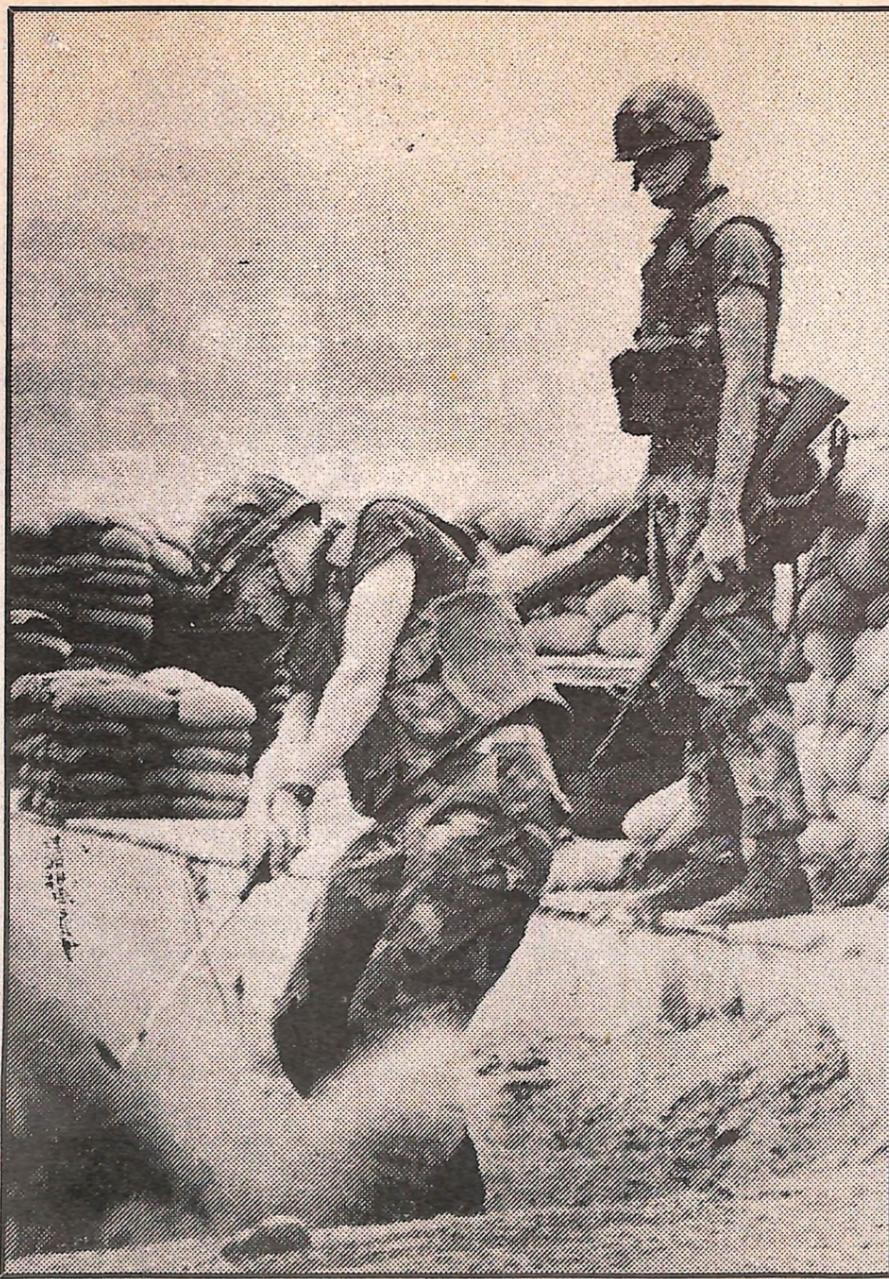
fonde crise économique qui investit l'ensemble du monde capitaliste accroît démesurément la compétition entre les grands groupes monopolistes et financiers et, par contrecoup, celle entre les Etats. L'exigence se fait pressante d'un élargissement des marchés et d'un strict contrôle des matières premières qui visent à une relance générale de la production capitaliste. L'affrontement militaire entre impérialismes s'impose comme la solution obligée, le débouché objectif, de la crise actuelle qui, durant dans sa substance depuis le début des années soixante-dix, a mis en cause les formes mêmes d'accumulation recouvertes par le capital à l'échelle internationale depuis la fin de la seconde guerre jusqu'à aujourd'hui. En substance, la bourgeoisie ne peut éviter la guerre, puisque son système social en produit les causes de fond.

L'impuissance de l'ONU

Que les choses soient ainsi, on le voit en prêtant attention à l'impuissance progressive de l'ONU face aux nombreux foyers de guerre et à la croissance de la tension internationale dans l'ensemble du monde. Cette organisation, qui devrait représenter la volonté

générale des gouvernements des pays membres de s'abstenir de l'usage de la guerre comme moyen de résolution des conflits internationaux, a assisté impuissante, quand ce n'est pas en acquiesçant, à la guerre des Iles Malouines, à l'agression israélienne au Liban, à l'occupation yankee de Grenade, ... Cette organisation assiste encore — en s'amusant, au maximum avec des « résolutions de condamnation » savamment négociées par de diplomatiques effrontés — aux continuelles provocations de l'administration Reagan à l'égard du Nicaragua, au sale et révoltant travail des racistes sud-africains contre l'Angola et le Mozambique, aux ingérences du « socialiste » Mitterrand au Tchad, à l'occupation soviétique prolongée de l'Afghanistan. L'impuissance absolue et grotesque des Nations Unies est l'indice on ne peut plus éloquent de la détérioration des relations internationales, et nous renvoie en mémoire au cadavre de la « Société des Nations », piétiné par Nünich, par la « conciliation » anglo-française, et finalement écrasé par le talon nazi-fasciste. On dirait que revient d'actualité le fameux adage qui veut que l'histoire se répète toujours deux fois, la première en tragédie, la seconde en farce.

Les raisons qui sont à la base de la constitution de la Force Multinationale d'Observation pour le Sinaï sont l'exemple concret de comment se manifeste la tendance générale exposée juste au-dessus. Ici, on voit de manière très significative, et qui concerne de près aussi le prolétariat italien, comment les puissances impérialistes passent superbement par dessus l'ONU lorsque leurs intérêts sont en jeu et lorsqu'il s'agit d'asséner un coup décisif aux mouvements de libération nationaux et aux peuples qui se battent contre l'oppression et contre l'exploitation. La F.M.O. pour le Sinaï est en effet une force militaire constituée en dehors de l'ONU pour garantir l'application des Accords de Camp David de 1978 qui, comme on le sait, représentent un dur coup à la cause palestinienne et, plus généralement, à l'opposition à l'impérialisme sioniste. L'écaillage du front arabe avec la trahison de Sadate, le renforcement du prestige de l'entité sioniste, légitimée à poursuivre la bestiale politique d'annexion des territoires occupés en Cisjordanie et à Gaza, la réduction générale de l'influence soviétique au Moyen-Orient, ne sont que quelques-uns des résultats atteints par les USA et les sionistes à la suite de Camp David : ceux-ci sont autant de pièces d'une plus ample mosaïque qui prévoit une redistribution générale de l'aire moyen-orientale qui soit en mesure d'assurer aux USA le contrôle complet de cette région vitale, déjà dangereusement remis en cause par la pénétration soviétique en Afghanistan, par l'Iran shiite et par les caractéristiques démocratiques-populaires de la révolution palestinienne. En ce sens, il y a une continuité évidente et criminelle entre Camp David et l'opération « Paix en Galilée » de juin 1982, il existe un lien patent entre la F.M.O. pour le Sinaï et l'actuelle, plus fameuse, « Force Multinationale de Paix » au Liban. Elles sont toutes deux des représentants armés de l'impérialisme occidental, garants et agents d'un équilibre fonctionnel aux



intérêts stratégiques des USA et de l'OTAN au Moyen-Orient.

Les puissances impérialistes européennes aux côtés de l'impérialisme US et sioniste

Malgré l'impressionnante masse de propagande nauséabonde, la position des gouvernements européens sur cette question est claire : ils sont en première ligne dans la course à une solution de la question du Moyen-Orient qui, une fois sauvées les relations avec les pays arabes modérés, permette la meilleure exploitation des ressources économiques, en premier lieu énergétiques, dans le cadre politique stratégique garanti *manu militari* par le sionisme. Comment expliquer l'abstention de la France, de la Grande-Bretagne, de la RFA et de l'Italie à l'ONU sur le problème de la convocation de la « Conférence internationale sur la question de la Palestine », sinon comme un assentiment tacite au votre contraire éhonté des USA et d'Israël ? Cela n'est-il pas un soutien criminel et philistin aux saloperies sionistes ? Et encore, comment interpréter le soutien français à l'Irak de Saddam Hussein et les colossaux contrats militaires allemands avec l'Arabie Saoudite ? Enfin, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne sont-elles ou non engagées dans des missions militaires clairement impérialistes ? Les puissances impérialistes européennes ne sont en effet pas « neutres » au Moyen-Orient. Elles font au contraire preuve de beaucoup d'activisme, engagées comme elles le sont aux côtés de l'impérialisme américain et sioniste dans une action générale visant à contenir l'influence soviétique et à la dénaturation globale des caractéristiques démocratiques-populaires du sentiment national palestinien.

Et n'est pas neutre le gouvernement italien, n'est pas neutre notre bourgeoisie, qui, au cours d'une seule année, 1982, participe à bien deux actions militaires au Moyen-Orient, la F.M.O. dans la Sinai et la Force de « Paix » à Beyrouth, en se préoccupant d'héberger à Rome le quartier général de la première. On a bonne mine à se déclarer amis des Palestiniens lorsque l'on contribue à garantir l'application des Accords de Camp David, qui permettent aux sionistes l'annexion forcée des terres des Palestiniens. Le gouvernement italien peut remplir un avion entier d'enfants palestiniens et les ramener en visite gratuite dans notre pays, le prolétariat international et les peuples qui luttent contre l'impérialisme savent bien que les troupes italiennes piétinent le sol libanais en complices des USA et des fascistes locaux, que les dragueurs battant notre drapeau font respecter un accord fondé sur la trahison d'un « pharaon » qui a payé ses ambitions de sa vie. Comme ils savent que sur notre territoire sont installés des missiles à têtes nucléaires dont le premier objectif n'est pas l'Est européen, mais surtout les jeunes nations qui s'opposent aux menées impérialistes occidentales. Le gouvernement italien veut faire de notre pays le gendarme de la Méditerranée, il veut accroître son sale prestige international en étouffant les aspirations légitimes et progressistes des peuples affranchis de la domination coloniale et de ceux qui se battent pour la libération nationale, mais la lutte conjointe du prolétariat italien avec le prolétariat international et avec les peuples progressistes du monde entier fera faillir ce dessein en faisant ravalier à Craxi et à ses pareils leurs intentions.

Les classes dirigeantes ont déjà choisi

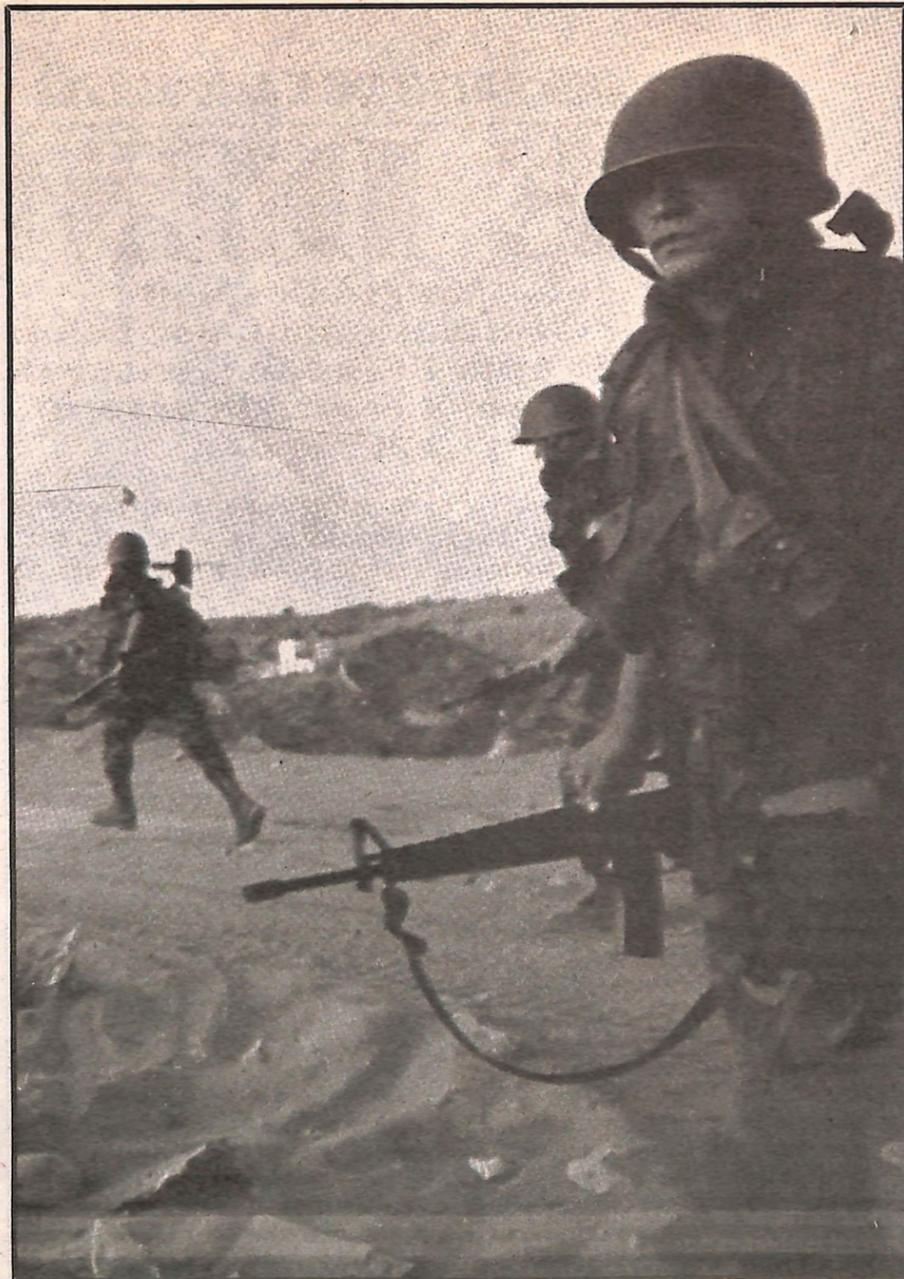
Le mûrissement accéléré de la crise capitaliste impose aux gouvernements bourgeois des choix de fond et de substance en ce qui concerne leur politique globale. La bourgeoisie italienne, en par-

ticulier, se trouve face à une alternative très nette ; une redéfinition de la société dans un sens autoritaire et belliciste en mesure de la maintenir au nombre des grandes puissances, ou bien une progressive régression dans le cercle des pays sois-disants « de série B ». Les grands groupes monopolistes et financiers n'ont aucun doute : seule une politique intérieure de type autoritaire conviendrait à la restructuration et au saut technologique dans lesquels l'économie italienne est engagée et dont le coût social est représenté par les milliers de licenciements, par le chômage et par l'accroissement de l'exploitation dans les usines. Et les classes dirigeantes ont déjà fait leurs choix : le « nouveau rôle de l'Italie » dans l'OTAN et dans l'échiquier méditerranéen, de l'installation des missiles à Comiso jusqu'à l'engagement militaire au Moyen-Orient, est la brutale réponse à cette interrogation. Spadolini, chef du gouvernement au moment de l'envoi des troupes dans le Sinai et à Beyrouth et fervent soutien de l'installation des missiles, siège triomphant au ministère de la Défense du gouvernement Craxi, comme pour symboliser la continuité belliciste qui anime les cabinets des dernières coalitions gouvernementales. Elle est de ces derniers jours la nouvelle de l'approbation par le Sénat de crédits militaires pour presque mille milliards de lires, crédits alloués en dehors du budget de la Défense, tout comme ceux attribués pour le contingent italien au Liban. Même les fascistes du MSI ont voté pour la proposition gouvernementale.

Camarades, prolétaires,

Un vaste mouvement de masse s'est développé dans notre pays en opposition aux choix bellicistes du gouvernement Craxi. Il est animé par la conscience précise de l'absolue nécessité de bloquer la course au réarmement et de retirer des mains d'une poignée de crapules le destin de nombreux millions d'hommes et

La F.M.O. (Force multinationale d'observation).



de femmes. De ce point de vue, il s'agit d'un mouvement qui s'oppose à l'impérialisme et qui lutte pour battre le projet gangster et belliciste de la bourgeoisie impérialiste.

Souder la lutte contre la guerre impérialiste à la lutte de la classe ouvrière

Autant il est juste et important d'appuyer de toutes nos forces et de participer à ce mouvement, autant il est nécessaire de clarifier que seul le prolétariat peut gagner la lutte contre la guerre impérialiste, parce que seule cette classe sociale peut modifier radicalement les mécanismes qui provoquent la compétition entre les nations jusqu'à les entraîner dans la guerre. La lutte contre la guerre impérialiste doit alors se souder à la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation, les licenciements et la politique économique du gouvernement en un front prolétarien unique et compact, conscient de la tâche historique qu'il est appelé à accomplir dans cette conjoncture critique. Nous devons en finir avec la vague optique inter-classiste pour conquérir la direction prolétarienne de ce mouvement, l'unique direction qui soit en mesure d'assurer une perspective réelle aux aspirations de paix qui existent dans l'immense majorité du peuple italien.

Les Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant son engagées à fond dans ce travail. Notre organisation est en première ligne dans la lutte contre l'impérialisme et contre le gouvernement Craxi, son représentant. Par cette initiative combattante, les Brigades rouges s'insèrent au centre de l'affrontement social en cours dans le pays, en interprétant de manière claire et sans équivoques les intérêts généraux de la classe prolétaire. Dans le même temps, cette initiative politique est une parole claire, notre parole et celle du prolétariat révolutionnaire, à l'égard de tous

ceux qui voudraient enterrer la politique révolutionnaire dans le musée des antiquités, en mendiant ainsi plus facilement pitié aux pieds de la bourgeoisie. Face aux mouvements de masse en lutte contre l'impérialisme, face à la mobilisation ouvrière contre le décret-escroquerie du gouvernement, enfant bâtard de l'accord du 22 janvier, que sont finalement les pleurnicheries coquines de quelques révolutionnaires d'opérette ? Tous ceux-là sont déjà en train d'entrer dans les poubelles de l'Histoire.

Il est nécessaire d'intensifier la lutte contre le gouvernement pour le retrait immédiat de toutes les troupes italiennes du Moyen-Orient, pour le refus des missiles nucléaires à Comiso, pour faire sortir notre pays de l'OTAN. Il est nécessaire d'étendre la mobilisation de masse et d'avant-garde sur ce programme politique, en unité avec la classe ouvrière et ses luttes et sous la direction du prolétariat révolutionnaire.

Construire la nouvelle Internationale Communiste

Le scénario que le prolétariat international a en face de lui est très précis : le capital s'appête à lui faire payer l'addition la plus salée que ce système social est contraint à présenter périodiquement aux masses qu'il exploite et opprime : la guerre. Mais un grand mot d'ordre unit tous les exploités : **transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne pour le Communisme !** Dans le mûrissement accéléré de la crise capitaliste vers la guerre, une occasion exceptionnelle s'offre au prolétariat international : celle de marquer un puissant pas en avant dans le procès global de la révolution prolétarienne mondiale, en conquérant le pouvoir politique dans un ou plusieurs pays capitalistes. En particulier, la possibilité de vaincre la bourgeoisie dans les pays capitalistes avancés et d'asséner ainsi un coup de portée décisive à tout l'impérialisme est aujourd'hui complètement mûre. Mais pour y parvenir, pour ne pas se trouver impréparés devant la précipitation des événements, il faut développer l'unité objective des luttes du prolétariat du monde entier dans l'unité consciente de son avant-garde communiste. Il faut que les communistes de tous les pays se situent résolument sur la voie de la construction de la nouvelle **Internationale Communiste, fondée rigoureusement sur les principes du marxisme-léninisme.** De cela, notre organisation est profondément convaincue et considère qu'il s'agit là d'un objectif historique fondamental et irrévocable à atteindre pour le mouvement communiste international. Les Brigades rouges souhaitent et favorisent par tous les moyens à leur disposition la confrontation militante entre communistes de tous pays et se posent, avec la modestie qu'il se doit, mais aussi avec une ferme volonté, comme point de référence de ce processus politique essentiel.

Unité du prolétariat avec les peuples progressistes dans la lutte contre l'impérialisme !

Intensifions et organisons la lutte contre la politique belliciste et antiprolétaire

du gouvernement Craxi !

Étendons la mobilisation de masse et d'avant-garde sur ces mots d'ordre :

- **Retrait immédiat des troupes italiennes du Moyen-Orient !**
- **Non aux missiles à Comiso et au réarmement !**
- **L'Italie hors de l'OTAN !** ■

Février 1984

Pour le Communisme
Brigades rouges
pour la construction
du Parti Communiste Combattant

N.B. Les intertitres et le titre sont de la rédaction de l'Internationale.

Un document de militants des Brigades rouges pour la construction du Pcc

Reconstruire une politique révolutionnaire

« Battre le chien qui se noie ! »

L'objectif déclaré de ce travail — le premier et le plus évident — est d'attaquer et de battre les positions politiques et les thèses théoriques idéalistes qui, avec profusion de pages et d'images ironiquement désacralisantes, bombardent le mouvement révolutionnaire. Positions qui, aujourd'hui revues et corrigées, se trouvent soigneusement enregistrées, recensées, propagées et aiguillonnées par d'assez peu innocents quotidiens de partis au gouvernement. « *L'Avanti!* », parmi les organes de presse gouvernementaux ou proches, n'est que celui qui extériorise de la manière la plus explicite toute sa satisfaction. Explicite au point de formuler sans demi-mots l'invitation « à faire d'autres pas en avant » dans la liquidation du patrimoine révolutionnaire, « avant que quelques Japonais ne recommencent à tirer »!

Rappelons à ce propos les louanges de Craxi-Villetti², parce que le contenu des thèses actuelles est tellement anti-communiste et antiouvrier qu'il ne peut même pas être utilisé par le PCI. Par analogie, cette affaire nous fait penser à l'ex-rédaction de « *Lotta continua* », qui produira prochainement un quotidien financé par les socialistes (« *Quotidien reporter* », semble-t-il) et qui vise ouvertement à rafler pour le PSI les aires de dissensus « de gauche » provenant des divers éclats de l'ex-« gauche révolutionnaire ».

La métaphore maoïste que nous avons placée en exergue, ouvertement à double sens, indique donc notre volonté d'attaquer l'idéalisme subjectiviste révolutionnaire. D'un côté en saisissant le prétexte de la plus récente production littéraire de quelqu'un qui a été brigadiste, et de l'autre en retrouvant dans cette bataille théorico-politique certaines conceptions communistes fondamentales qui se sont perdues sur la route sinueuse de la Lutte Armée en Italie. Les théories qui sont ici attaquées, même si elles ont atteint un point peut-être plus extrême d'une parabole pourtant pas si ample, même dans une multiplicité de variations plus ou moins dissonantes sur un même thème, constituent un patrimoine désormais commun à une certaine aire de mouvement, en partie combattante (ou ex-), en partie « classe politique » ou cercle intellectuel.

Privilégier l'attaque à cette variante a été pour nous un choix obligé. Obligé du fait d'une militance commune qui ne nous permet pas d'hausser les épaules face à tant de misère, mais aussi par le caractère exemplaire de la théorisation elle-même. Dans ce cas, en outre, la déchirure, la rupture avec notre passé commun, est violente, totale, concentrée dans un laps de temps si restreint que cela nous fait couvrir des doutes irrésolus sur l'« innocence » même du tournant.

Aujourd'hui, les protagonistes de cette déchirure sont d'ex-militants des Brigades rouges qui avaient fini par devenir fameux et par être toujours identifiés comme « chefs historiques ». C'est justement leur histoire personnelle, le prestige que leur a conféré l'action des Brigades rouges, qui font de leurs positions politiques actuelles une attaque

politique à l'histoire et au patrimoine de la Lutte Armée en Italie. Pas seulement. Le contenu ouvertement anticommuniste de leurs prises de position publiques va bien au-delà de la déclaration : « *la Lutte Armée est terminée* ». L'attaque qu'elles contiennent est dirigée contre tout ce que le prolétariat a fait, appris, théorisé, payé de sa personne en deux siècles de lutte.

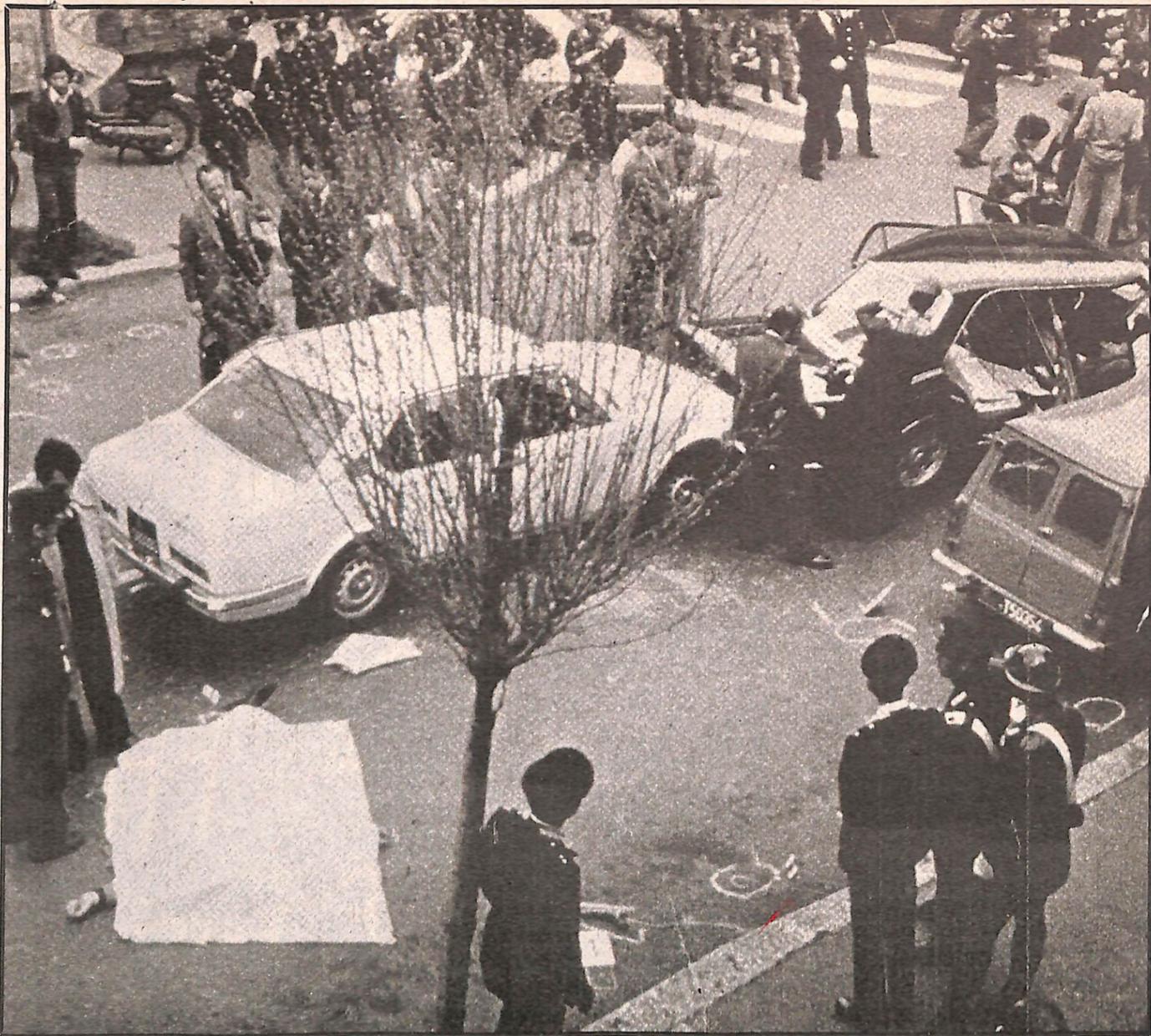
Que cette actuelle rancœur anticommuniste et antiprolétarienne — ça et là ouvertement réactionnaire — soit confondue avec la théorie et la pratique de la Lutte Armée pour le Communisme, avec les Brigades rouges, est une chose que nous ne pouvons absolument pas permettre ! Les théories idéalistes et le comportement de gangster — de monsieur en premier lieu — ont déjà causé des dégâts incalculables au mouvement révolutionnaire, dont les scissions intervenues dans les Brigades rouges en 1981 ne sont que l'aspect le plus retentissant. Mais surtout ses/leurs prétentions « apolitiques » ne sont qu'un miroir pour des alouettes à peine nées. Submerger les revues de mouvement de ses propres élucubrations, avec de pressantes demandes de publication, ce n'est peut-être pas « faire de la politique » ? Et, vu que ça l'est indéniablement, il faut aussi dire que c'est faire de la politique pour la désagrégation du mouvement révolutionnaire, parce qu'elle présente l'individualisme comme « le nouveau » et l'organisation collective comme « l'ancien ».

« Lutter contre la thèse que la Lutte Armée n'aurait pas été un projet politique. »

En second lieu, nous voulons contribuer à la reconstruction du dispositif théorico-politique révolutionnaire en retrouvant, en ne l'actualisant aucunement, le patrimoine du marxisme-léninisme. En disant cela, nous sentons déjà nos oreilles siffler. Beaucoup diront : « Mais... Comment ? Dans la métropole informatisée, etc. ? ! » Précisément aujourd'hui, encerclés par les désastres provoqués par les théorisations et les pratiques politiques les plus disparates, toutes rigoureusement « nouvelles », « postmodernes », « néométropolitaines », nous devons constater à quel point la classe ne possède encore qu'une seule méthode, une seule conception du monde et des rapports sociaux qui l'ait quelque part, même temporairement, conduite à la victoire. Et, vu que nous ne croyons pas que le problème principal pour le prolétariat soit exactement celui de mener « une vie téméraire », mais de pouvoir décider de son propre destin, et donc de vaincre, retrouver le marxisme-léninisme, en abandonnant toute séquelle de tentation idéologico-cathéchiste, veut dire rattacher le parcours de notre révolution au parcours historique du prolétariat international. Retrouver une mentalité scientifique, politique, gagnante, majoritaire, attentive aux grands nombres, en enterrant la mentalité idéal-désirante, existentialiste, sectaire, minoritaire, autoghettsante, dimensionnée sur de micro-conventicules de « sujet d'avant-garde ».

Pour cela, et c'est la troisième raison, nous commençons, non à résoudre tous les problèmes d'ici à l'an 2000, mais à refaire le point d'une série d'éléments désormais mystifiés et inutilisables pour le débat politique. Certaines catégories comme politique, parti, guerre, impérialisme, avant-garde, révolution, etc., ont été vidées de signification. Quelque « innovateur » suggère que cela est le fait du « développement du capitalisme ». Nous disons, nous, qu'elles ont été visées par l'insuffisance théorique des révolutionnaires. Etant donné que c'est nous, comme communistes et révolutionnaires, qui les avons rendues insignifiantes ou ambiguës, il nous revient d'en redéfinir les contours actuellement réels. D'autres catégories que nous avons utilisées étaient simplement des inventions et, comme telles, doivent être abandonnées sans regrets. Il est certain que si quelqu'un croit que le « socialisme », conçu comme la centralisation des décisions et la décentralisation administrative, a déjà été réalisé par le capital, nous devons vraiment prendre acte que « grand est le désordre sous les cieux », sans que la situation soit pour autant « excellente » !

Redéfinir les catégories habituellement utilisées parmi les communistes est par conséquent un travail moins académique et cathéchistique qu'il ne puisse sembler à première vue. L'identification même comme « communistes » de nombreux sujets est, à ce point, un beau rébus : peut-on sérieusement se déclarer



communistes sans rien partager du patrimoine historique du mouvement communiste de 1848 à aujourd'hui ?

La quatrième raison est plus politique et immédiate. Toutes, mais vraiment toutes les conceptions que nous estimons idéalistes ont aujourd'hui une thèse politique commune : « *La Lutte Armée telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici n'a pas été un projet politique.* » Tant le radical Negri que Curcio, tant Morucci que l'aire du subjectivisme historique (comme *Prima linea*), soutiennent que la Lutte Armée a été une irruption sociale de couches marginalisées/exclues du gâteau de bien-être et de la possibilité de protagonisme social. Une simple manifestation de « tensions contre-sociétales ». Maintenant, il nous semble hors de doute que nombreux sont ceux qui ne voient pas clairement pour quel motif nous avons empoigné les armes contre l'Etat et la bourgeoisie. Mais, nous ne pouvons permettre que la confusion (dans le plus honnête des cas) ou l'anxiété individualiste de « retirer ses billes » d'un jeu dont le prix s'élève quotidiennement mènent à valider la tentative de l'Etat de dépolitiser la Lutte Armée, la lutte révolutionnaire, afin de la réduire à une manifestation éclatante et macroscopique de la « déviance sociale ».

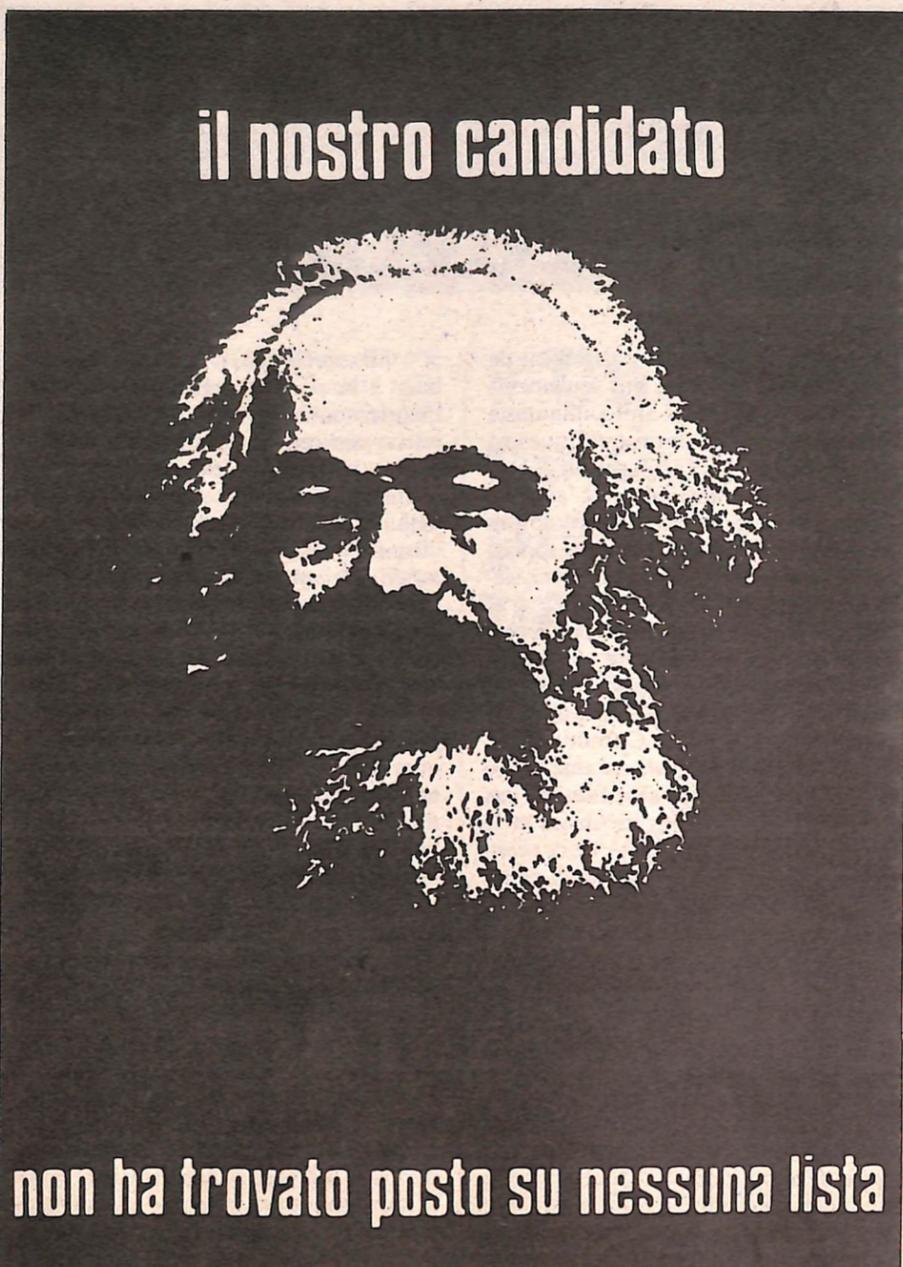
Pour cela, et c'est la cinquième raison, nous avons estimé indispensable de traduire en politique les thèses théoriques en accusation. Nous voulons en effet être matérialistes : la folle course à l'autocritique qui s'est ouverte entre communistes combattants prisonniers produit des prises de position et des théories qui ne sont pas un simple soulagement intellectuel, mais qui constituent un ensemble diversifié et contradictoire de témoignages et de signaux politiques que l'Etat observe attentivement.

Vu que l'exercice abusif de l'autocritique s'effectue dans un milieu non neutre, en un lieu qui est le théâtre de l'affrontement entre les classes, où la science de la différenciation contrerévolutionnaire creuse désormais des pièges à l'apparence, préciser les contours politiques dans lesquels est récitée cette orgie de *mea culpa* est une tâche indispensable pour discerner la critique positive de la liquidation d'un parcours politique révolutionnaire.

La cuite d'idéologisme qui a suivi 68, en influençant toutes les expériences organisées, est le signe inconfondable de l'immaturation des révolutionnaires. L'application des maximes, qu'elles soient marxistes-léninistes ou opérantes, a été le moyen concret de faire face à l'affrontement de classe. L'idéologisme, tant qu'il se greffait/chevauchait sur un mouvement de classe à l'offensive durant de longues années, a réussi à se faire passer pour un point de vue plus « avancé », même s'il était « dogmatique ». Lorsque la conjoncture a changé, et que les tâches qui se sont posées aux révolutionnaires n'ont plus été celles de la propagande de la révolution, mais celles d'une direction réelle face à une bourgeoisie à l'attaque, alors l'intégrisme idéologique a fait voir toute son inconsistance à contre-jour.

Dépasser l'enfance de l'idéologisme (c'est-à-dire prétendre faire de la politique en agitant des principes, des axiomes, des devises, peu importe qu'elles soient « anciennes » ou « nouvelles ») et contribuer à la construction d'une politique révolutionnaire, pour parvenir à diriger le processus révolutionnaire, c'est là la septième raison de ce travail. Un coup de fouet à un débat gangrené !

Les limites aussi sont évidentes et déclarées. C'est en général un travail peu approfondi, comme tout texte polémique qui se propose plus de détruire que de construire. Nous tentons d'ébaucher cette construction dans la seconde partie, en isolant une série d'éléments de théorie révolutionnaire sacrifiés dans la



« Il faut redéfinir les catégories habituellement utilisées parmi les communistes. »

praxis du mouvement communiste international tel qu'il a existé jusqu'ici.

Il est peu approfondi pour des raisons objectives. De temps, parce que la rédaction est intervenue durant un procès, qui réclame présence physique et politique dans la salle d'audience, avec des tâches de tout type, ce à quoi s'est ajoutée la séquestration de tout notre matériel durant trois bonnes semaines à la suite de l'exécution du Procureur Caccia, qu'une provocation du pouvoir nous avait attribuée. De forces, parce que le collectif qui l'a construit est restreint à quatre militants des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant présents à ce procès. De structure, puisque nous sommes soumis à l'article 90³ et que nous n'avons ni machines à écrire, ni dactylographes, ni

dactylos, et que nous nous retrouvons à l'étude des copistes.

A cela s'ajoute les limites politiques d'un débat urgent, mais qui ne reprend qu'aujourd'hui les rangs d'une conformation matérialiste et d'une pratique politique purgée des pérorsions triomphalistes du passé « historique ». Limites de croissance, donc, qui nous amènent à considérer comme bienvenue toute critique propositive, d'enrichissement, d'approfondissement scientifique.

L'absence d'homogénéité de l'ensemble est attribuable au fait d'avoir utilisé des contributions de militants des Brigades rouges éparpillés dans diverses prisons spéciales, et qui n'ont pu concevoir une configuration/division du travail théorique plus unitaire, contributions qui développent des parties de discours que

Lutte de classe en Italie.



notre collectif a recomposées et refondues ensemble.

La forme est sûrement frustrée. Nous n'avons pas eu le temps d'utiliser la lime et les fards, mais, du reste, nous ne devons pas faire des « entretiens » dans les salons parisiens. Nous sommes intéressés à nous faire comprendre par tous ces militants révolutionnaires, par ces avantgardes des mouvements de masse qui, quotidiennement, et sans le privilège de communication que permettent les « lumières de la scène » aujourd'hui braquées sur les prisonniers politiques, travaillent à la construction du tissu politico-organisationnel prolétarien. Nous sommes intéressés à nous faire comprendre — et à comprendre à notre tour — de ceux qui, dans l'affrontement de classe, qu'ils aient ou non déjà empoigné les armes, travaillent du côté du prolétariat au milieu de la tempête déchaînée par l'offensive réactionnaire, par les erreurs des avantgardes combattantes, par les liquidations effrontées des révisionnistes, etc.

Une dernière remarque que l'on nous fera est : « il manque la ligne politique » ! Pour ceux qui attendent une version revue et corrigée de « *L'Ape e il comunista* », l'absence de « thèses finales » sera une déception. Par ce travail, nous entendons seulement attaquer des thèses politiques anticommunistes et contribuer à la reconstruction d'un dispositif théorico-politico-idéologique. Donc, d'un côté, nous nous limitons à isoler des éléments pour un débat global qui, tout en étant partisans, en ce sens qu'il est ouvertement marxiste-léniniste, est toutefois ouvert pour ce qui regarde les conclusions politiques concrètes. Parce que celles-ci ne naissent pas de notre tête, mais de la vérification dans la pratique politique dans le vif de l'affrontement.

D'un autre côté, nous disons clairement que la ligne politique est déterminée par l'organisation dans son ensemble, et non par sa composante prisonnière. Et la reprise d'initiative combattante explicite dans les dernières actions des Brigades rouges, sur les thèmes de l'accord de janvier, du « Statut des travailleurs », du « pacte social », des contrats, du coût du travail et de la politique économique, démontre clairement que les Brigades rouges n'ont pas besoin d'« ordres » qui « partent des prisons », que le problème, pour la bourgeoisie, ne sont pas les « Japonais » (qui n'ont toutefois pas manqué au cours de la dernière année), mais une organisation communiste qui raisonne politique, sur des rapports de force, sur des grands thèmes qui concernent des millions de travailleurs, et qui intervient lucidement dans l'affrontement entre les classes en qualité de parti communiste combattant, de parti prolétarien armé, capable de représenter l'intérêt général du prolétariat et de se proposer comme direction politique en construction. ■

Turin, juillet 1983

Les militants des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant

Andrea Coi, Prospero Gallinari, Francesco Piccioni, Bruno Seghetti

(1) Les médias de régime ont souvent comparé les camarades qui continuent de combattre malgré les pressants appels à « cessez-le-feu » venant de toutes parts, à ces « Japonais » qui continuent la guerre perdus dans les îles, bien après que celle-ci fut terminée.

(2) Craxi est, bien sûr, secrétaire général du Psi et chef du gouvernement italien, tandis que Villetti est responsable de « *L'Avanti!* », organe du Psi qui a donné un large écho aux positions récentes de Renato Curcio et de ses camarades.

(3) L'article 90 prévoit, en cas de « graves et exceptionnels motifs d'ordre et de sécurité », l'application « temporaire », « sur une période strictement nécessaire », de la suspension des droits des prisonniers détenus dans les prisons spéciales et dans les quartiers de sécurité des autres prisons. Mais, il est systématiquement appliqué depuis le début 1982 et renouvelé à chaque échéance, dans le plus total arbitraire.

De l'action directe à l'action antiimpérialiste

Le Canada est, par excellence, le pays dépendant des Etats-Unis ayant en apparence tous les attributs de l'Etat souverain (suffisamment développé pour apparaître comme tel). Le Canada est un pays riche en matières premières et surtout en possibilités énergétiques. Les grandes entreprises multinationales en profitent largement.

Dans ce pays, la lutte anti-impérialiste est donc particulière. Elle est d'autant plus difficile que le capital doit mettre tout en jeu pour interdire la prise de conscience révolutionnaire, du fait de l'importance économique du Canada et, surtout, de la proximité de la frontière commune avec les Etats-Unis.

Pour ce faire, le capital exploite le sentiment de la partie anglophone de même appartenance à une communauté culturelle, et, comme en Allemagne, tente de faire du pays l'une des vitrines de l'Occident, offrant le mode de vie américain — en d'autres termes l'exploitation et l'aliénation capitalistes — comme modèle, comme rêve et réalité.

Comme dans d'autres lieux, c'est par le biais de l'identité culturelle que le capital tente d'imposer sa domination, de diviser la Classe. Comme ailleurs, c'est par le biais de la différence d'identité que se fait le clivage politique, puis la rupture.

Ainsi, les anglophones sont dans un premier temps plus aisément récupérés et gagnés au système, alors que c'est au Québec que se développent d'abord les formes d'opposition radicales autour de la revendication d'indépendance. Les limites de cette opposition apparaissent cependant ultérieurement en même temps que les capacités de réaction et d'assimilation du capital quand il s'agit de revendication nationale.

C'est ce qui se passe au Québec où la revendication nationale prend la forme radicale et intéressante du F.L.Q. qui marqua l'histoire du Canada francophone dans les années 70. Certes, le F.L.Q. combat aussi pour l'anticipation sociale dans la mesure où le clivage économique rejoint, comme en Irlande, et par des phénomènes économiques explicables, le clivage culturel. La lutte globale n'est cependant pas la propriété du F.L.Q., et c'est ce qui permet à l'Etat de vaincre. En utilisant ses deux solutions traditionnelles : la force par le démantèlement du F.L.Q. et la solution douce, la solution social-

démocrate qui enlève toute force révolutionnaire au mouvement national. Le Parti de Levesque joue ce rôle à merveille. Cependant, l'exploitation demeure et, avec elle, l'inévitabilité de la lutte des classes.

Aujourd'hui, la lutte prend d'autres formes et concerne aussi la partie anglophone. Elle gagne en dimension internationaliste ce qu'elle perd en revendication nationaliste. Elle s'apparente au sabotage à grande échelle et touche des

éléments plus fondamentaux du système.

Cette lutte prend naissance lentement en 1980 avec les premières actions — en souvenir de Stammheim 1977 — contre Mercedes Benz, en 1981 contre le Consulat américain

en solidarité avec le peuple du Salvador. En 1981, « Résistance » commence à paraître qui pose le problème de la lutte armée comme forme de lutte.

Cependant, c'est le groupe « Direct Action » qui impose cette idée dans la pratique par deux actions : le dynamitage de la station d'alimentation en électricité Hydro B.C. sur l'île de Vancouver et surtout l'action contre l'entreprise Litton qui fabrique les systèmes de guidage des missiles Cruise américains.

Cette dernière action est l'une des seules dans le monde qui ait eu pour objet la destruction réelle de ces engins de mort alors que, partout, les mouvements se limitaient à une position défensive ou passive face à l'installation des missiles, se contentant de manifester ou de protester tout en annonçant l'apocalypse proche. Cette action plaçait directement le groupe dans la lignée de groupes européens, tels que la RAF Br, etc., ou de groupes nord-américains pour lesquels l'action armée n'est pas symbole, mais but pratique.

Mais, il est vrai que ce groupe part d'une toute autre réalité et d'une toute autre identité. Il est, d'une part, l'expression de la faiblesse du mouvement de classe, de la mémoire communiste dans le pays. D'autre part, il se place dans la tradition libertaire de l'action directe et apparaît comme l'expression radicale du mouvement écologiste, pacifiste et féministe. Des actions ont été revendiquées par la « Wimmin'fire Brigade » contre les boîtes de vidéo pornos qui diffusent des films de viol.

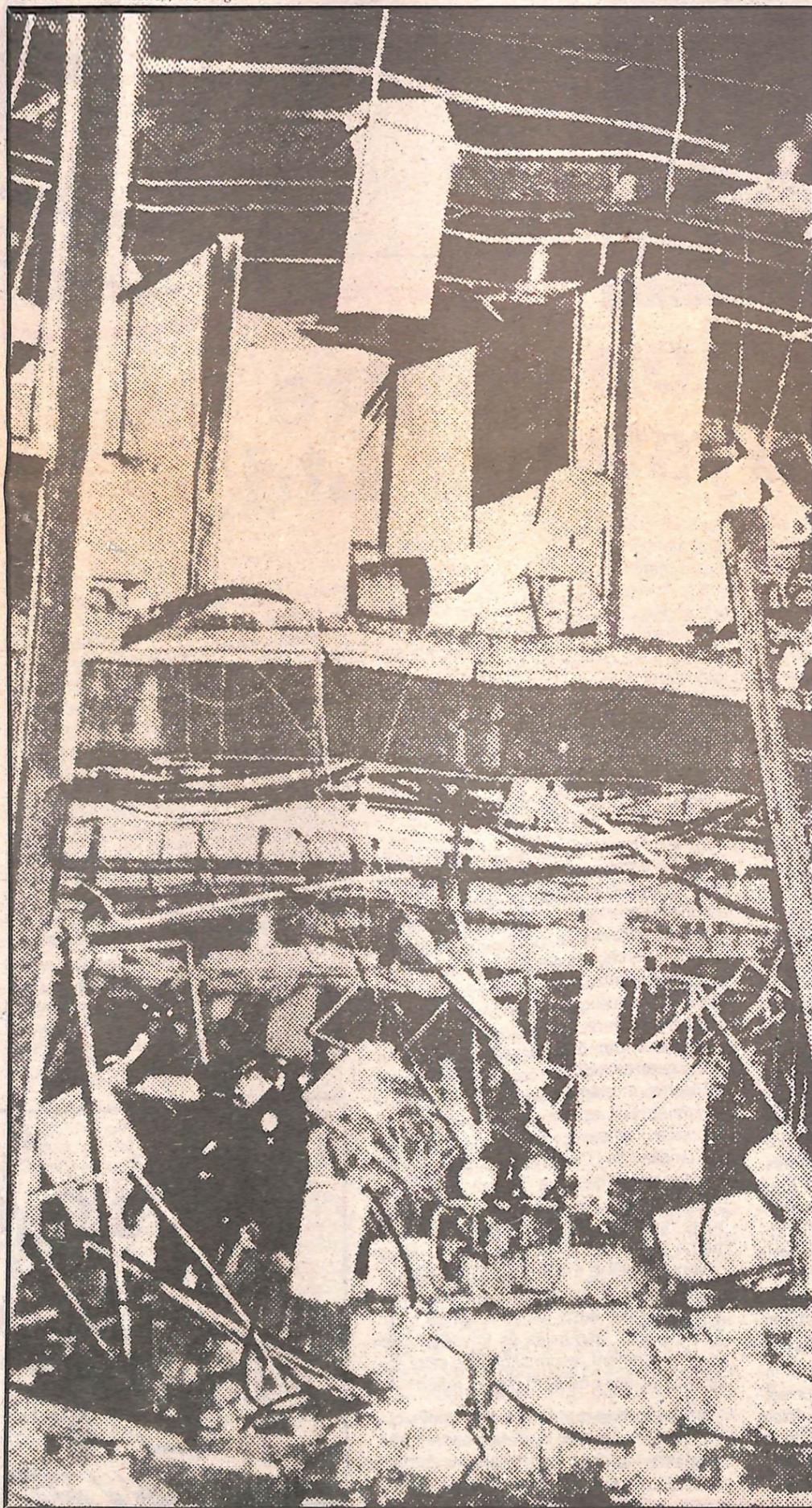
Les deux attaques de « Direct Action » ont amené une réaction hyperviolente de l'Etat, avec perquisitions, interpellations, interrogatoires, qui a touché l'ensemble du mouvement à Vancouver, Toronto et Montréal, toutes communautés (féministes, écolos, pacifistes, etc.) confondues.

Aujourd'hui cinq personnes sont dans les taules canadiennes : July Belmas, Gerry Annah, Ann Hansen, Dong Stuart et Brent Taylor.

Le mouvement qui les soutient est énorme, d'autant plus que les cinq étaient très connus et intégrés au mouvement. Dans toutes les villes existent des comités. Des publications permettent de suivre leurs déclarations, leurs procès, leur combat, leurs conditions de détention.

Dans ce dossier, nous publions les communiqués de « Direct Action », des textes inspirés de « Résistance », et d'autres documents. ■

Destruction de missiles, sabotage à Litton.



Direct Action frappe au Canada

Juste avant minuit, le 14 octobre 1982, l'entreprise Litton installée à Toronto, a subi pour approximativement six millions de dollars de dégâts à la suite d'un dynamitage. C'est l'un des actes de sabotage les plus destructifs réalisés en Amérique du Nord de mémoire récente.

Litton est un trust appartenant aux U.S.A. et qui produit une grande variété d'équipement électronique de haute technologie, mais qui a été pris comme cible essentiellement du fait de sa participation au programme de construction des missiles nucléaires américains Cruise. Grâce aux aides de 50 millions de dollars allouées par le gouvernement canadien, Litton produit le système de guidage qui permettra au Pentagone de lâcher ses missiles qui constituent des armes « de première attaque » sur des centaines de villes d'Europe centrale et de l'Est.

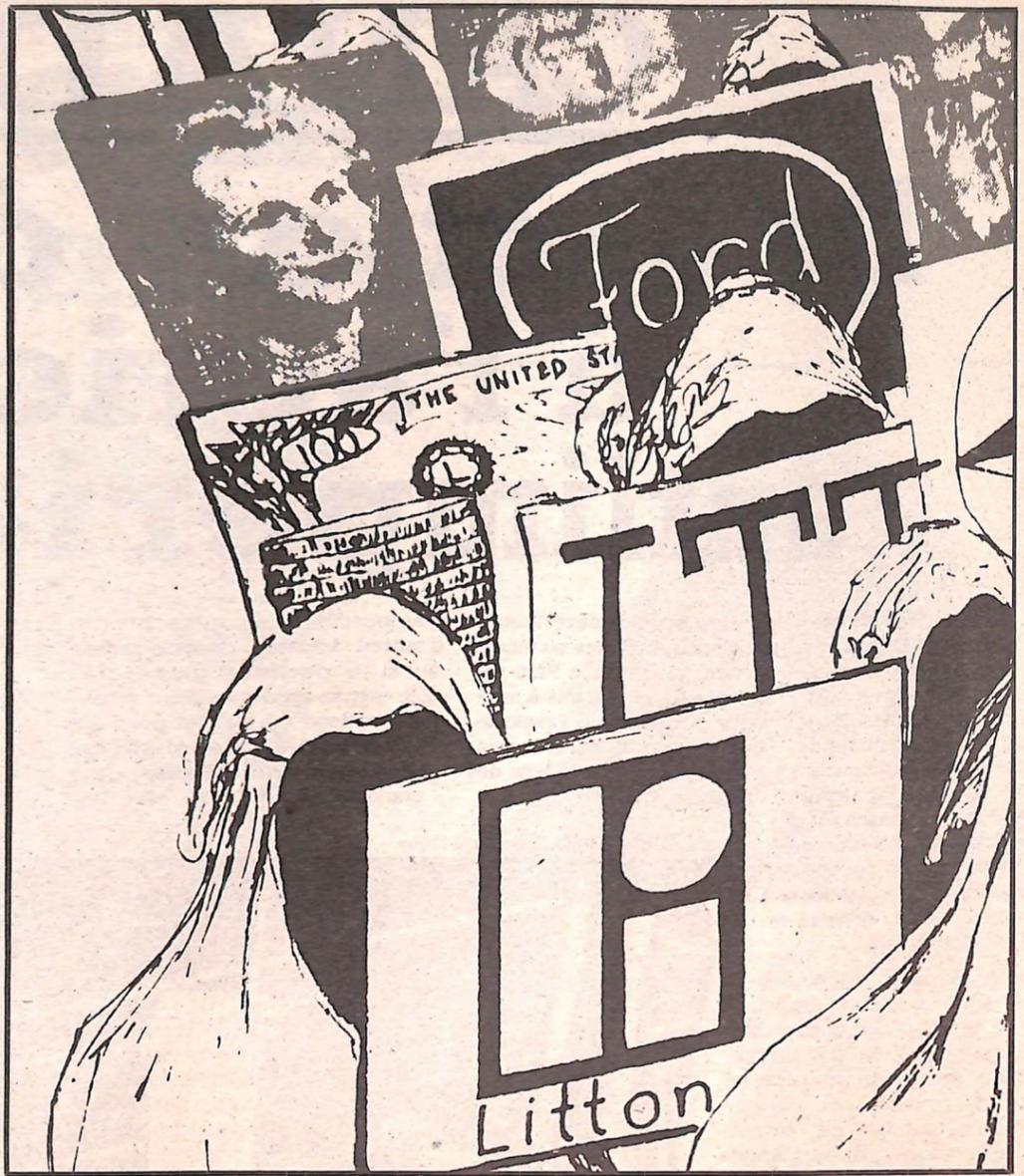
Litton a été l'objet, le lieu de nombreuses manifestations, certaines d'entre elles en jonction avec des actes de désobéissance civile, organisés par des groupes anti-guerre ou écologistes canadiens sur une période de deux ans.

L'attaque à la bombe a été revendiquée par le groupe Direct Action, l'organisation de guérilla

qui s'est fait connaître par la revendication de l'attentat contre la station hydro-électrique cinq mois auparavant. Lors de l'attaque contre Litton, trois policiers ont été blessés ainsi que quatre employés. Direct Action dans un communiqué admet sa part de responsabilité pour les blessés, mais insiste sur le fait que la police et les gardes de sécurité de l'entreprise Litton ont été particulièrement lents et inefficaces pour prendre les dispositions nécessaires malgré les avertissements répétés transmis par lettre et par téléphone annonçant l'action et le fait que la bombe allait bientôt exploser. L'enquête postérieure de la police a indiqué que l'explosion aurait pu avoir lieu prématurément à cause d'ondes émises par les radios utilisées par la police ou les agents de la sécurité Litton dans le secteur.

A la suite de l'action contre Litton, les médias ont commencé à relever le ton soi-disant anarchiste de l'action, déclarant que le ton et les idées exprimés dans le second communiqué pouvait être placés dans ce champ idéologique.

L'action directe est une tradition dans le mouvement ouvrier. Elle s'est exprimée au travers du sabotage, d'expropriations armées et aussi dans les actes de désobéissance civile. C'est dans cette tradition qu'il faut placer l'action contre Litton. ■



Une act

Dire frap à Du

tion d'une ligne pour alimenter puis la terre, l'il
Ce projet est
teux, très dest
concerne l'env
très intéressan
listes qui en es
tabilité et prof
amont d'un v
d'industrialisati
tre de fournir en
des entreprises
d'une série de
prévus dans le
Britannique (B
des rivières
Liard, dans le
construction de
vière Peace, l
centrale thermi
et la constructi
kilomètres de li
sion. Le but est
ces d'énergie
Sud de la Colon
Unis. On retrou
téristique du
seur de matiè
d'énergie des U

sur l'action contre Litton Systems Ltd.

Nous revendiquons la responsabilité à la bombe contre Litton Systems of Canada Ltd., compagnie industrielle située près de Toronto qui fabrique le système de guidage pour le missile Cruise qui sera porteur d'armes atomiques.

On peut trouver une multitude de raisons pour détruire les systèmes qui engendrent la guerre nucléaire, pour la survie de tous sur la terre, pour l'espoir et l'avenir du peuple, pour que l'on puisse envisager un futur. **Nous dédions cette action au courage du peuple** qui, s'il s'éveille, saura repousser ce qui menace notre survie.

La guerre nucléaire est indéniablement l'expression ultime des caractères de notre civilisation occidentale. Elle puise ses racines loin dans le passé, dans les siècles de patriarcat, de racisme, d'impérialisme, de domination de classe et de toutes les autres formes de violence et d'oppression qui ont marqué l'histoire humaine. La guerre nucléaire est aussi l'expression la plus ignoble de la tendance générale de notre civilisation technologique moderne, qui mène à sa propre extinction par la guerre ou par une destruction écologique. Cela démontre, dans toute son horreur, que si les gens ne bloquent pas les hommes qui dominent les sociétés sur la terre, les hommes qui utilisent la science et la technologie pour la guerre, le pouvoir et le profit, ce monde complexe, tel que nous le connaissons, cessera d'exister.

Nous assistons tous, aujourd'hui, à la folle préparation d'une guerre nucléaire et au développement continu des armes nucléaires. Dans le monde industriel, on emploie plus de ressources, de chercheurs, d'ingénieurs à la production d'armements nucléaires qu'au développement des autres sec-

teurs. De trois à dix nouvelles bombes sont quotidiennement ajoutées aux arsenaux d'extermination dans le monde. Plus de trois cent milliards de dollars sont dépensés chaque année pour augmenter et perfectionner un minimum de 55 000 armes atomiques. Aux U.S.A., Reagan a demandé une augmentation de 31 % du budget du Pentagone, qui s'élève aujourd'hui à 1,7 trillion de dollars, et ce pour une période de cinq ans. Il a, de plus, annoncé un nouveau programme d'armements de 1,5 trillion de dollars. On peut aisément imaginer que les dictateurs et les militaires du Kremlin le suivent de peu.

Le terrorisme de ce développement effréné de l'armement nucléaire, la vision cauchemardesque de la terre se transformant en une bombe pour le jugement dernier, la prise de conscience de l'impossibilité de contrôler les choses car ceux qui détiennent le pouvoir sont cupides et fous, a abasourdi des milliards de gens. Cependant, dans le monde industriel, beaucoup de gens qui professent leur horreur de l'idée même d'une guerre nucléaire continuent de façon irréfléchie, et même parfois de plein gré, à contribuer aux systèmes qui mèneront au génocide nucléaire mondial. Les peuples des empires de l'Ouest et de l'Est doivent se réveiller et réaliser que ce sont les mêmes gouvernements et les mêmes militaires qu'ils appuient, la même idéologie et le même système de pensée auxquels ils croient, le même mode de vie matérialiste, technologiste et consommateur auquel ils adhèrent, mais aussi les compagnies et industries pour lesquelles ils travaillent, qui sont directement responsables de cette sauterelle nucléaire qu'ils déclarent refuser.

Nous croyons que tous les systèmes qui engendrent la guerre nucléaire doivent être combattus, quelles que soient les formes qu'ils recouvrent. La militarisation nucléaire

du monde peut-être démasquée et combattue, bien qu'elle paraisse omnipotente et infinie, puisqu'elle est conçue et mise en œuvre dans un nombre défini de lieux et d'industries dispersés de par le monde. En analysant et en recherchant les intérêts et les institutions qui, dans notre propre région, contribuent au stockage nucléaire, nous pouvons trouver les petits rouages du système nucléaire qui sont des proies faciles à la confrontation directe et au sabotage. Notre opposition à la démente d'une guerre nucléaire doit être transformée en une action militante et une action directe sur le plan local et régional. **Il ne suffit pas d'être opposé en théorie à l'idée d'une guerre nucléaire : nous devons en assumer les responsabilités là où nous sommes !**

Au Canada, nous devons spécifiquement combattre la production et les essais du missile Cruise. De manière plus générale et stratégiquement, nous devons reconnaître que l'Etat canadien est lié et activement engagé dans la préparation de la guerre nu-

claire U.S., aux côtés du reste de l'Alliance capitaliste de l'Ouest. Etant l'une des sept nations du sommet de l'Ouest et par ses alliances militaires, le Canada participe directement à la tentative désespérée et meurtrière de l'Alliance de l'Ouest (composée de la classe dirigeante américaine) de renforcer l'hégémonie capitaliste mondiale en acquérant la supériorité nucléaire et une capacité de première frappe (first-strike).

Les nouveaux systèmes nucléaires (Cruise, Pershing II, sous-marins Tridents et bombes à neutrons) sont conçus pour frapper en premier. Les chefs de l'Alliance de l'Ouest et les experts militaires les destinent à être une force qui puisse contenir ou annuler toute menace pesant sur la sécurité des intérêts capitalistes ou sur certaines régions stratégiques. Que celle-ci provienne de l'Union soviétique ou des luttes de libération du Tiers-monde qui tentent d'établir des systèmes économiques indépendants.

L'économie canadienne, la politique militaire ou les affaires étrangères ne sont pas consacrées à la poursuite de la paix ou de la justice. Elles sont au contraire intégrées à la stratégie nucléaire et de génocide de l'Alliance de l'Ouest qui mène à la guerre, et donc nécessairement au maintien de l'économie des multinationales dans le monde. Par sa participation à l'Otan et à la Norad, alliances militaro-nucléaires, l'Etat canadien joue un rôle actif d'appui au maintien et



Direct Action Dunsmuir

En 1977, la Hydro B.C. annonce le projet de construction à haute tension d'électricité, de la Colombie Britannique à Vancouver. Extrêmement coûteux, ce projet a été annulé, mais pour les capitaux, car il est en fait un programme de sabotage. Il doit permettre d'exploiter les grands projets de la Colombie Britannique : obstruction de la Colombie Britannique, Srikine et Grand Nord, les digues sur la rivière extension d'une ligne à Het Creek, de milliers de lignes à haute tension de relier les sources aux marchés du Canada et des Etats-Unis. La Hydro B.C. fait partie d'une lutte plus globale contre le capitalisme.

Sitôt le projet annoncé, l'opposition a été vive, allant jusqu'à la désobéissance civile (piquets de cadastre arrachés, pneus de véhicules de l'Hydro crevés, manifestation pour arrêter les bulldozers) mobilisant toute la population. Hydro ne répond pas. L'enquête publique réclamée pour déterminer l'utilité du projet n'aboutit pas.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action contre Hydro B.C., acte de sabotage réussi (le plus grand réalisé contre l'industrie énergétique du Canada) et qui apporte un coup d'arrêt momentané au projet : quatre réacteurs d'un million de dollars chacun sont mis en pièces. Ils étaient le cœur de ce projet. La finalité de ce type de projet est claire. L'extraction des matières premières par les grandes compagnies et l'apport en énergie qui leur est nécessaire s'inscrit dans le développement inégal du capital et la division internationale du travail. En ce sens l'action contre la Hydro B.C. fait partie d'une lutte plus globale contre le capitalisme.

Communiqué

Le 31 mai 1982, quatre réacteurs du complexe énergétique Cheeke-Dunsmuir explosent. C'est la première action revendiquée par « Direct Action ».

Le 31 mai, nous avons fait exploser les quatre transformateurs de la sous-station de Dunsmuir sur l'île de Vancouver.

Cette sous-station fait partie d'un projet de construction d'une ligne à haute-tension d'un coût de mille milliards de dollars (C.), reliant Cheeke à Dunsmuir et construit par la Hydro B.C. Ce projet une fois achevé devrait fournir l'électricité pour un programme de développement industriel planifié pour l'île de Vancouver. Nous sommes opposés à ce développement industriel futur et à toute expansion du réseau électrique facilitant ce développement.

Nous rejetons à la fois la destruction écologique et l'oppression humaine inhérentes aux sociétés industrielles à l'Ouest et à la machine communiste à l'Est. Durant les deux siècles passés, la civilisation industrielle n'a pas cessé de violer et de mutiler la terre, d'exterminer les autres espèces à une vitesse de plus en

plus grande. Nous affirmons que cela est injuste et que les créations d'emplois, le progrès, les niveaux de vie, rien de cela ne justifie suffisamment l'horrible préjudice causé.

Dans cette province déjà, la moitié des forêts ont été rasées et de nombreuses rivières ont été obstruées. Les vallées sont défigurées par les autoroutes et les lignes à haute tension. Les estuaires sont empierrés et pollués, l'eau est empoisonnée, les usines et les mines rejettent des fumées nocives; et les pollutions atomiques, les pluies d'acide vont bientôt pleuvoir sur nous.

Non seulement nous nous opposons à toute destruction écologique future, mais nous nous opposons également à l'oppression humaine qui résulte des systèmes économiques fondés sur le pouvoir et le profit. En fait, la destruction écologique est directement liée aux formes d'oppression humaine telles que le sexisme, le racisme, la hiérarchie et l'impérialisme. La volonté de pouvoir, l'intensification de la souffrance de l'autre et le besoin de se sentir supérieur sont les liens sinistres qui unissent toutes ces relations d'oppression humaines.

Des siècles de patriarcat et d'impérialisme ont créé des rela-

tions oppressives de domination que la plupart des sociétés et leurs institutions légitiment. Le résultat est qu'aujourd'hui les gens ont intériorisé ces caractéristiques. Cependant, ceci ne remet pas en question l'entière responsabilité des classes dirigeantes qui contrôlent et dirigent ces institutions.

Ces mêmes classes dirigeantes et les sociétés multinationales qui détruisent sans cesse l'environnement, contrôlent également les dictatures répressives et les gouvernements à façade démocratique à travers tout le monde capitaliste. La répression et l'exploitation économique qui en résultent sont les conséquences inévitables de sociétés fonctionnant dans le seul but d'augmenter les profits et les demandes croissantes d'une économie de monopoles.

A l'intérieur du monde capitaliste, un nombre de plus en plus important de mouvements de libération ont créé des situations dans lesquelles les sociétés industrialisées ne peuvent dépendre plus longtemps pour leur approvisionnement en matériaux stratégiques, de régions potentiellement « instables » de ce qu'on appelle le Tiers-Monde. Ainsi durant les années 70 et

maintenant dans les années 80, les sociétés industrialisées essaient de devenir moins dépendantes au niveau des ressources énergétiques de ces régions, en exploitant le charbon, le gaz, l'énergie nucléaire ainsi que les ressources de régions qui présentent des gages de sécurité internationale : le Canada réunit aujourd'hui ces conditions.

Le rôle du Canada historique a toujours été de fournir au monde industrialisé des ressources bon marché. Comme ce rôle devient de plus en plus critique au niveau international, le développement de méga-projets de production d'énergie et d'exploitation des ressources du Canada est devenu une priorité du gouvernement. De même qu'ils remplissent une fonction stratégique au sein de l'économie capitaliste internationale, les capitalistes canadiens voient en ces méga-projets un moyen de dépasser la crise économique nationale dans l'avenir.

Nous devons rendre cet endroit hostile et inhabitable pour les capitalistes et leurs projets. Ceci est la meilleure contribution que nous puissions apporter pour protéger la terre et lutter pour une société libérée.

Direct Action

au développement de la capacité de combat et nucléaire des forces militaires de l'Ouest. Les systèmes d'appui canadien à une guerre nucléaire comprennent, en premier lieu, des équipements de communication qui fournissent des informations sur les cibles ou permettent la détection d'attaques ennemies. Mais ils comprennent aussi le déploiement de missiles nucléaires dans les bases des Forces Armées Canadiennes à Bagotville au Québec, à Comox, en B.C., et Chatham au Nouveau Brunswick.

La complicité de l'Etat canadien avec les stratégies de guerre nucléaire a été récemment confirmée par la reconduction de sa participation à l'Otan et à la Norad et par la contribution du gouvernement au programme de modernisation nucléaire de l'Otan.

Avec l'engagement militaire du gouvernement dans les opérations nucléaires de l'Otan et de la Norad, les capitalistes canadiens font des profits en produisant une partie de l'armement nucléaire Us. La politique actuelle du gouvernement ne réduit pas la participation industrielle canadienne à la construction des armements nucléaires Us.

- **Litton** construit le système électronique de guidage pour le missile Cruise;
- **Hawker-siddeley Canada Ltd.** de Toronto construit le support des lance-missiles pour la bombe à neutrons;
- **Vickers** de Montréal construit la coque du cylindre des torpilles pour les sous-marins nucléaires Polaris, Poséidon et Trident;
- **Heeds International** de Port Moody, B.C., construisent les grues qui servent à embarquer les têtes nucléaires dans les sous-marins Trident;
- enfin, une entreprise canadienne travaille sur une pièce qui servira dans le missile nucléaire MX.

Les industries canadiennes qui produisent des pièces d'équipement pour les armes nucléaires sont complètement intégrées aux politiques militaires et nucléaires des Usa par le *Usa/Canada Defense Production Sharing Arrangements* (plan d'aide mutuelle pour la production militaire). Ces accords couvrent la partie productive de la

politique de défense continentale de la Norad et divisent le travail entre le Canada et les Usa pour la fabrication d'armes. Le gouvernement fédéral assiste directement et subventionne l'industrie canadienne d'armement par une foule de programmes qui aident ces marchands de la mort à décrocher des contrats avec le Département de la Défense américain, entre autres par le biais des *« Production Sharing Arrangements »*. Dans le cadre du Programme de Production de l'Industrie de la Défense, le gouvernement a fourni à Litton 26,4 millions de dollars de subsides pour la production du système de guidage des missiles Cruise, ainsi qu'un prêt sans intérêt de cinq ans de 22,5 millions de dollars dans le même but.

L'aide financière gouvernementale à la confection des composants du missile Cruise et les accords pour tester les missiles Cruise dans le nord de l'Alberta et la Saskatchewan démontrent bien l'hypocrisie de Trudeau et des autres officiels, qui veulent nous faire croire que la politique canadienne vise à freiner la course aux armements nucléaires. A la lumière des faits, les paroles de « paix » de Trudeau ne sont que des proclamations vides de contenu et des mensonges destinés à nous tromper en voulant nous faire croire que l'Etat canadien est un allié dans la lutte pour le désarmement, espérant ainsi pouvoir canaliser et récupérer nos énergies.

Nous devons être conscients de toutes les conséquences des décisions du gouvernement et de sa politique actuelle. Nous devons considérer l'Etat canadien comme un ennemi actif à combattre, et non comme des humanistes égarés qu'il s'agirait de convaincre de la justesse de nos arguments. Loin d'écouter les protestations de plus en plus nombreuses demandant l'abandon de son engagement dans la préparation de la guerre nucléaire, le gouvernement a, au contraire, agi dans un sens opposé. Il a augmenté les dépenses militaires, il a réaffirmé son soutien à l'Otan et à la Norad, il a publiquement défendu la stratégie nucléaire Us/Otan et a apporté un soutien financier à Litton pour construire une partie du missile Cruise ou tout autre nouveau système d'armement américain, il a accepté que les fauteurs de guerre du Pen-

tagone utilisent le territoire canadien comme base d'essai du missile Cruise.

Compter sur les officiels pour résoudre nos problèmes est ridicule. Toute foi dans la « démocratie » du système et dans sa capacité à nous éviter la barbarie de la guerre est une foi semblable à celle du mouton de Panurge. Nous devons arrêter les efforts futiles pour transformer la conscience des capitalistes qui constituent l'Etat canadien et commencer à nous changer nous-mêmes, ainsi que les stratégies par lesquelles nous agissons. Nous ne survivrons pas si, en dernière analyse, le succès de nos efforts est conditionné par la possibilité de persuader l'ennemi nucléaire de la nécessité de changer son esprit malade.

Nous n'avons pas d'illusions sur le fait que l'action directe, comme celle que nous revendiquons, puisse à elle seule mettre fin à la fonction du Canada comme base économique et militaire de l'Impérialisme de l'Ouest, mais nous pensons que les actions militantes sont efficaces et nécessaires. Les actions directes militantes peuvent avoir une fonction constructive tant en servant de tremplin à la prise de conscience et à l'organisation qui peuvent se développer si nous savons renverser les maîtres nucléaires, qu'en constituant dès maintenant un efficace outil de résistance. Il dépendra alors de l'intégrité des mouvements existants de développer l'engagement et le courage nécessaires pour **porter la lutte au-delà de la légalité, de la sécurité personnelle et des privilèges d'un mode de vie confortable** auxquels aspirent, ou dont jouissent déjà, les dissidents de la petite bourgeoisie d'Amérique du Nord.

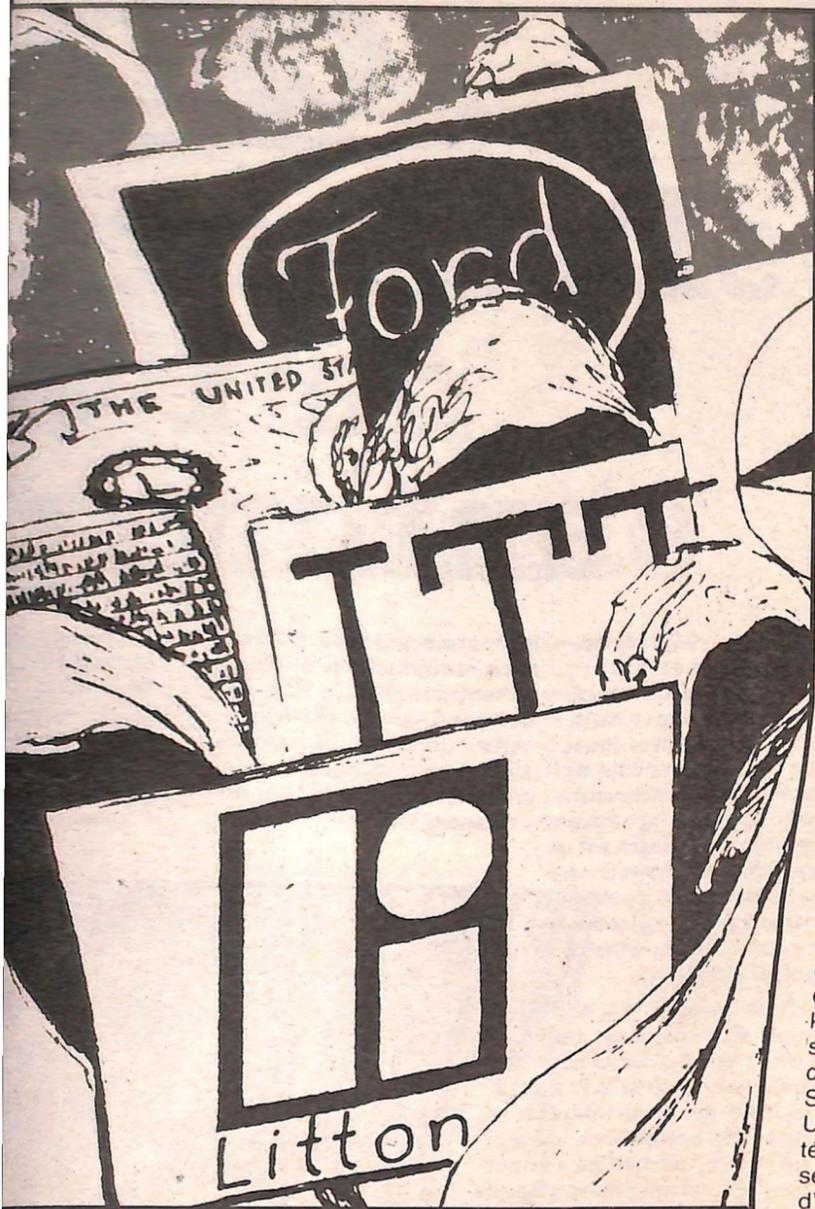
Mais nous croyons que cela est possible parce que les éléments radicaux du mouvement pour la libération et pour le rejet du nucléaire reconnaissent que l'action directe et la résistance peuvent aujourd'hui avoir un effet positif, qu'elles peuvent dès maintenant affaiblir l'ennemi et que **cette possibilité de sabotage des entreprises de l'ennemi est complémentaire de la stratégie de longue haleine du mouvement pour transformer la conscience du peuple**. Nous pensons que si elles sont faites de façon sérieuse et bien soutenues par l'appui du mouvement existant, de nombreuses ac-

tions de résistance militante et de sabotage deviendront efficaces en ralentissant l'horloge de la mort et amèneront le peuple à répondre aux menaces qui pèsent sur nos vies avec urgence, vitalité et clarté.

La possibilité d'un holocauste nucléaire et d'un désastre écologique devient rapidement une réalité. La nouvelle Alliance de l'Ouest déploiera ses systèmes d'armements de première frappe (*first-strike*) pour une guerre nucléaire entre 1983 et 1986. Cette déstabilisation, réalité incontournable, devrait tous nous inciter à dépasser les simples protestations et à travailler avec force au développement d'un mouvement qui se donne les moyens collectifs et adéquats pour stopper directement la mise en œuvre de la folie meurtrière de l'ennemi. En l'absence d'un mouvement populaire qui refuse de participer aux projets guerriers de la classe dominante, nous appelons à des actions directes militantes qui doivent être utilisées pour empêcher de compléter et pour ralentir les programmes et les technologies qui mènent à notre propre destruction. C'est là que pour nous s'impose l'urgence d'agir.

Historiquement, ceux qui sont au pouvoir ont toujours utilisé la guerre et la répression pour maintenir leur contrôle sur les peuples. Aujourd'hui, la réalité n'est pas différente. Pour les propriétaires d'industries et pour les dirigeants politiques, les armes nucléaires sont l'ultime recours dans l'arsenal répressif, la clé du maintien de leur puissance. Ils ne désarmeront jamais volontairement, ils ne se laisseront jamais désarmés sans réagir. Ils emploieront n'importe quelle arme afin de combattre ceux qui menacent leur pouvoir. Nous sommes certains que ce n'est que par la révolte, et non par de simples référendums ou protestations, que nous pourrions empêcher ces gens ivres de puissance de déclencher la Troisième Guerre Mondiale. C'est dans cette optique de développement généralisé du mouvement de résistance militante active que nous avons effectué cette action.

(Suit un long descriptif logistique de l'opération elle-même et des erreurs commises. NDT.)



Une action contre Hydro B.C.

Direct Action frappe à Dunsmuir

En 1977, la Hydro B.C. annonce le projet de construction d'une ligne à haute tension pour alimenter en électricité, depuis la terre, l'île de Vancouver.

Ce projet est extrêmement coûteux, très destructeur en ce qui concerne l'environnement, mais très intéressant pour les capitalistes qui en espèrent haute rentabilité et profits, car il est en amont d'un vaste programme d'industrialisation. Il doit permettre de fournir en énergie les grandes entreprises et fait partie d'une série de grands projets prévus dans toute la Colombie Britannique (B.C.): obstruction des rivières Iskut, Srikine et Liard, dans le Grand Nord, la construction de digues sur la rivière Peace, l'extension d'une centrale thermique à Het Creek, et la construction de milliers de kilomètres de lignes à haute tension. Le but est de relier les sources d'énergie aux marchés du Sud de la Colombie et des Etats-Unis. On retrouve là le rôle caractéristique du Canada, fournisseur de matières premières et d'énergie des U.S.A.

Sitôt le projet annoncé, l'opposition a été vive, allant jusqu'à la désobéissance civile (piquets de cadastre arrachés, pneus de véhicules de l'Hydro crevés, manifestation pour arrêter les bulldozers) mobilisant toute la population. Hydro ne répond pas. L'enquête publique réclamée pour déterminer l'utilité du projet n'aboutit pas.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action contre Hydro B.C., acte de sabotage réussi (le plus grand réalisé contre l'industrie énergétique du Canada) et qui apporte un coup d'arrêt momentané au projet: quatre réacteurs d'un million de dollars chacun sont mis en pièces. Ils étaient le cœur de ce projet. La finalité de ce type de projet est claire. L'extraction des matières premières par les grandes compagnies et l'apport en énergie qui leur est nécessaire s'inscrit dans le développement inégal du capital et la division internationale du travail. En ce sens l'action contre la Hydro B.C. fait partie d'une lutte plus globale contre le capitalisme.

Hydro B.C.

Commun

Le 31 mai 1982, quatre réacteurs du complexe énergétique Cheeke-Dunsmuir explosent. C'est la première action revendiquée par « Direct Action ».

Le 31 mai, nous avons fait exploser les quatre transformateurs de la sous-station de Dunsmuir sur l'île de Vancouver.

Cette sous-station fait partie d'un projet de construction d'une ligne à haute-tension d'un coût de mille milliards de dollars (C.), reliant Cheeke à Dunsmuir et construit par la Hydro B.C. Ce projet une fois achevé devrait fournir l'électricité pour un programme de développement industriel planifié pour l'île de Vancouver. Nous sommes opposés à ce développement industriel futur et à toute expansion du réseau électrique facilitant ce développement.

Nous rejetons à la fois la destruction écologique et l'oppression humaine inhérentes aux sociétés industrielles à l'Ouest et à la machine capitaliste à l'Est. Durant les deux siècles passés, la civilisation industrielle n'a pas cessé de violer et de mutiler la terre, d'exterminer les autres espèces à une vitesse de plus en

plus grande. Néanmoins, cela est injuste, les pertes d'emplois, les niveaux de vie, les injustes préjudices causés.

Dans cette moitié des forêts de nombreuses obstruées. Les lignes à haute tension sont empués et les mines nucléaires, les usines atomiques, les usines vont bientôt pleurer.

Non seulement nous posons à toute la machine capitaliste future, mais nous posons également la question de la survie humaine qui nous empêche d'avoir le pouvoir et le droit de construire un monde meilleur lié à la survie humaine. Nous rejetons le racisme, l'impérialisme, le pouvoir, l'exploitation, la souffrance de la machine de se sentir seuls, les liens sinistres de ces relations humaines.

Des siècles d'impérialisme

re
Ltd.

du monde peut-être démasquée et combattue, bien qu'elle paraisse omnipotente et infinie, puisqu'elle est conçue et mise en œuvre dans un nombre défini de lieux et d'industries dispersés de par le monde. En analysant et en recherchant les intérêts et les institutions qui, dans notre propre région, contribuent au stockage nucléaire, nous pouvons trouver les petits rouages du système nucléaire qui sont des proies faciles à la confrontation directe et au sabotage. Notre opposition à la démence d'une guerre nucléaire doit être transformée en une action militante et une action directe sur le plan local et régional. **Il ne suffit pas d'être opposé en théorie à l'idée d'une guerre nucléaire: nous devons en assumer les responsabilités là où nous sommes!**

Au Canada, nous devons spécifiquement combattre la production et les essais du missile Cruise. De manière plus générale et stratégiquement, nous devons reconnaître que l'Etat canadien est lié et activement engagé dans la préparation de la guerre nu-

claire U.S., aux côtés du reste de l'Alliance capitaliste de l'Ouest. Etant l'une des sept nations du sommet de l'Ouest et par ses alliances militaires, le Canada participe directement à la tentative désespérée et meurtrière de l'Alliance de l'Ouest (composée de la classe dirigeante américaine) de renforcer l'hégémonie capitaliste mondiale en acquérant la supériorité nucléaire et une capacité de première frappe (first-strike).

Les nouveaux systèmes nucléaires (Cruise, Pershing II, sous-marins Tridents et bombes à neutrons) sont conçus pour frapper en premier. Les chefs de l'Alliance de l'Ouest et les experts militaires les destinent à être une force qui puisse contenir ou annuler toute menace pesant sur la sécurité des intérêts capitalistes ou sur certaines régions stratégiques. Que celle-ci provienne de l'Union soviétique ou des luttes de libération du Tiers-monde qui tentent d'établir des systèmes économiques indépendants.

L'économie canadienne, la politique militaire ou les affaires étrangères ne sont pas consacrées à la poursuite de la paix ou de la justice. Elles sont au contraire intégrées à la stratégie nucléaire et de génocide de l'Alliance de l'Ouest qui mène à la guerre, et donc nécessairement au maintien de l'économie des multinationales dans le monde. Par sa participation à l'Otan et à la Norad, l'Etat canadien joue un rôle actif d'appui au maintien et

au développement de la capacité de combat et nucléaire des forces militaires de l'Ouest. Les systèmes d'appui canadien à une guerre nucléaire comprennent, en premier lieu, des équipements de communication qui fournissent des informations sur les cibles ou permettent la détection d'attaques ennemies. Mais ils comprennent aussi le déploiement de missiles nucléaires dans les bases des Forces Armées Canadiennes à Bagotville au Québec, à Comox, en B.C., et Chatham au nouveau Brunswick.

La complicité de l'Etat canadien avec les stratégies de guerre nucléaire a été récemment confirmée par la reconduction de sa participation à l'Otan et à la Norad et par la contribution du gouvernement au programme de modernisation nucléaire de l'Otan.

Avec l'engagement militaire du gouvernement dans les opérations nucléaires de l'Otan et de la Norad, les capitalistes canadiens font des profits en produisant une partie de l'armement nucléaire Us. La politique actuelle du gouvernement ne réduit pas la participation industrielle canadienne à la construction des armements nucléaires Us.

- **Litton** construit le système électronique de guidage pour le missile Cruise:

- **Hawker-siddeley Canada Ltd.** de Toronto construit le support des lance-missiles pour la bombe à neutrons:

- **Vickers** de Montréal construit la coque du cylindre des torpilles pour les sous-marins nucléaires Polaris, Poséidon et Trident:

- **Heeds International** de Port Moody, B.C., construit les grues qui servent à embarquer les têtes nucléaires dans les sous-marins Trident:

- enfin, une entreprise canadienne travaille sur une pièce qui servira dans le missile nucléaire MX.

Les industries canadiennes qui produisent des pièces d'équipement pour les armes nucléaires sont complètement intégrées aux politiques militaires et nucléaires des Usa par le *Usa/Canada Defense Production Sharing Arrangements* (plan d'aide mutuelle pour la production militaire). Ces accords couvrent la partie productive de la

politique de défense continentale de la Norad et divisent le travail entre le Canada et les Usa pour la fabrication d'armes. Le gouvernement fédéral assiste directement et subventionne l'industrie canadienne d'armement par une foule de programmes qui aident ces marchands de la mort à décrocher des contrats avec le Département de la Défense américain, entre autres par le biais des « *Production Sharing Arrangements* ». Dans le cadre du Programme de Production de l'Industrie de la Défense, le gouvernement a fourni à Litton 26,4 millions de dollars de subsides pour la production du système de guidage des missiles Cruise, ainsi qu'un prêt sans intérêt de cinq ans de 22,5 millions de dollars dans le même but.

L'aide financière gouvernementale à la confection des composants du missile Cruise et les accords pour tester les missiles Cruise dans le nord de l'Alberta et la Saskatchewan démontrent bien l'hypocrisie de Trudeau et des autres officiels, qui veulent nous faire croire que la politique canadienne vise à freiner la course aux armements nucléaires. A la lumière des faits, les paroles de « *paix* » de Trudeau ne sont que des proclamations vides de contenu et des mensonges destinés à nous tromper en voulant nous faire croire que l'Etat canadien est un allié dans la lutte pour le désarmement, espérant ainsi pouvoir canaliser et récupérer nos énergies.

Nous devons être conscients de toutes les conséquences des décisions du gouvernement et de sa politique actuelle. Nous devons considérer l'Etat canadien comme un ennemi actif à combattre, et non comme des humanistes égarés qu'il s'agirait de convaincre de la justesse de nos arguments. Loin d'écouter les protestations de plus en plus nombreuses demandant l'abandon de son engagement dans la préparation de la guerre nucléaire, le gouvernement a, au contraire, agi dans un sens opposé. Il a augmenté les dépenses militaires, il a réaffirmé son soutien à l'Otan et à la Norad, il a publiquement défendu la stratégie nucléaire Us/Otan et a apporté un soutien financier à Litton pour construire une partie du missile Cruise ou tout autre nouveau système d'armement américain, il a accepté que les fauteurs de guerre du Pen-

tagone

base d

Com

nos pro

« *démoc*

rité à n

une fo

nurge,

pour tr

listes d

mence

que les

sons. N

analys

tionné

nemi n

son es

Nou

que l'a

revend

à la fo

nomiq

l'Oues

militan

action

une fo



Les Cinq de Vancouver

La prison d'Oakalla à Burnaby est une forteresse. Y sont enfermées cinq personnes : July Belmas, Gerry Hannah, Ann Hansen, Dong Stuart et Brent Taylor.

Au Canada, le mouvement les désigne en général comme les **Cinq de Vancouver** (*les Cinq*).

Ils sont inculpés de multiples actions :

L'attaque revendiquée par *Direct Action* contre l'entreprise Litton qui fabrique les « têtes » de missiles Cruise américain.

Les actions contre des boîtes de vidéo spécialisées dans la distribution de films de viol, actions signées « *Wimmin Fire Brigade* ».

Ils sont aussi accusés de conspiration en vue du sabotage de la base de Cold Lake (Etat d'Alberta) : c'est sur cette base que sont installés les missiles Cruise.

- De préparation d'une attaque contre la Brinks.

- De possession d'armes volées et interdites, de détention d'explosifs.

L'arrestation

Le 20 janvier 1983, alors qu'ils roulaient sur une route de montagne les « Cinq » ont été arrêtés



Ann Hansen et Brent Taylor.

au cours d'un véritable rapt, organisé par « *L'Unité de coordination pour l'application de la loi* ».

Ils ont été arrachés du camion, certains passés par une vitre cassée par les flics, jetés à terre, des calibres pointés sur la nuque et dans le dos, dans la plus pure tradition policière.

Les Cinq

July Belmas, Gerry Hannah, Ann Hansen, Dong Stuart et Brent Taylor sont des militants

connus de la communauté radicale de Vancouver.

Ils avaient milité dans des mouvements comme celui contre l'extradition du militant indien Leonard Peltier, contre l'isolement dans les prisons, ils ont participé à la campagne contre la construction des Trident, à la marche antinucléaire du 26 avril 1983 qui a rassemblé 65 000 personnes, aux initiatives de solidarité avec le Tiers-Monde. Et Gerry Hannah était membre d'un groupe de musique punk.

A la sortie de la première audience, un membre de « *Viol-secours* » déclarait : « *(les Cinq) étaient avec nous, avant, pour défendre les peuples autochtones, pour condamner la violence sexiste et pour se battre pour la paix, nous demandons leur libération immédiate* ».

L'attaque de l'Etat

C'est d'abord, comme de coutume, l'attaque concertée des médias et la traditionnelle accusation de terrorisme, de complot international, la toute aussi traditionnelle condamnation préalable au seul vu des sources policières. Il faut dire que la collaboration presse-police est totale : un reporter de la radio de Toronto CBC a même accès aux logements de quatre des prisonniers, fouillant dans les poubelles et fourrant son sale nez dans leurs papiers.

C'est surtout une attaque généralisée de la police contre tout le mouvement dans toutes ses composantes : écologistes, pacifistes, féministes.

En effet, avant, pendant et après les arrestations des Cinq, les perquisitions, interrogatoires et interpellations se multiplient, souvent sans aucune référence aux actions, mais sous le seul prétexte d'appartenance à un groupe extrémiste, anarchiste. Des exemples :

- Le groupe « *Projet de conversion des missiles* » voit ses locaux perquisitionnés, un de ses membres est interrogé.

- Un membre d'un mouvement écologiste est arrêté en plein cinéma. Les locaux du mouvement sont fouillés.

- Perquisitions aux domiciles de quatre membres du

« *Groupe pour la libération des Cinq* », et visite policière dans le local du groupe.

- A Vancouver, une femme est kidnappée et les flics tentent de lui extorquer des aveux et des preuves contre les autres en la menaçant d'inculpation au cas où elle ne parlerait pas.

- Les amis des Cinq sont constamment suivis et ouvertement photographiés.

Cette pression exercée contre ceux qui soutiennent ou pourraient être proches des Cinq, constitue une mesure d'intimidation. C'est aussi le prétexte et le moyen pour surveiller de près et sans cesse tous les groupes pacifistes, écologistes et féministes.

Le soutien et le mouvement

Il faut dire que le soutien au Cinq est énorme, à la mesure de l'importance de ces mouvements et de l'intégration des cinq prisonniers dans ceux-ci.

Ce soutien a pris de multiples aspects, il y a ceux qui condamnent le comportement des médias et organisent des actions, telles que la manifestation devant la radio CBC pour dénoncer les journalistes fouille-merde de la station, ou l'édition de fausses premières pages du « *Sun* », qui parodiaient celui-ci en révélant les détails d'un sinistre complot international impliquant les industries Litton et d'autres membres de la conspiration nucléaire. Il y a ceux qui se placent sur le terrain judiciaire, insistant sur le fait qu'un jury impartial sera impossible à trouver, dénonçant la répression systématique dont sont victimes les militants politiques et qui font appel aux organisations démocratiques. Il y a ceux qui sont engagés dans des luttes en relation avec les actions dont les Cinq sont accusés. Comme ces actions étaient le prolongement de larges mouvements de protestation existant dans tout le pays, la défense des Cinq devient une véritable défense de ce mouvement face à l'action policière. Et l'occasion d'un vaste débat sur ces questions et le développement d'un autre niveau de lutte.

Le soutien prend des formes pratiques et concrètes : des comités se créent dans toutes les grandes villes au Canada et ailleurs : Edmonton, Calgary, Ha-

milton, Toronto, Ottawa, Montréal, Seattle, Santa Cruz, Philadelphie, Detroit, San Francisco, New-York, Londres, etc.

De nombreuses publications mènent la discussion politique avec les Cinq, publiant déclarations, lettres, interviews. Les Cinq entretiennent des relations régulières par lettres avec les militants.

Des manifestations sont organisées comme celle devant le Consulat du Canada à San Francisco.

En fait les sabotages de B.C. Hydro et de Litton deviennent le moteur d'une discussion politique sur les buts et les moyens de la politique affichée par tous ces groupes, sur l'apport de l'action des Cinq à la lutte révolutionnaire, donc l'occasion d'une avancée politique réelle.

Ainsi un pacifiste de Toronto affirmait : « *L'attentat contre Litton n'a pas été un acte isolé du mouvement pacifiste de masse. Les individus qui ont agi au nom de Direct Action n'étaient nullement des individus frustrés. Ils ont agi en pleine conscience pour ouvrir un autre front contre la machine de guerre.* »

Les Cinq et le procès

Les procès des Cinq se déroulent actuellement. De nombreux groupes se placent au niveau juridique, alertant les plus hautes instances ou les Associations démocratiques au nom de la violation des « *Droits de l'Homme* », du « *Droit* ». Il est évident que les Cinq ne peuvent accepter ce niveau de la légalité bourgeoise qui ignore le caractère de classe de la justice.

Ainsi, les Cinq prisonniers ont souligné après leur arrestation : « *Le système judiciaire est un secteur de l'appareil d'Etat canadien, qui, dans sa totalité, est profondément corrompu et injuste. Sciemment et dans une tradition de plusieurs siècles de respect des valeurs réactionnaires, l'appareil d'Etat fonctionne aujourd'hui avec pour objectif de maintenir et de renforcer le statu quo capitaliste. Ses institutions perpétuent la suprématie des hommes, la suprématie blanche et l'exploitation de classe. Vu cette réalité, il est évidemment impossible qu'une véritable équité ou justice soit pratiquée par les tribunaux de la classe dirigeante.* »

Extraits d'une lettre de Gerry, Dong, Ann et Brent

Hello... salutations révolutionnaires depuis les entrailles de la bête. Tandis que nous préparons notre défense, nous pensons souvent à vous. Nous pensons au soutien constant que vous nous avez montré et à tous vos efforts. Nous nous sentons vraiment heureux de vous avoir derrière nous...

La situation mondiale à laquelle nous sommes confrontés est totalement inacceptable. La menace d'une guerre nucléaire n'a jamais été aussi proche. Les hommes sont encouragés à ne voir dans les femmes que des objets sexuels ou des esclaves domestiques. L'environnement continue à être détruit massivement. Les peuples indigènes sont impitoyablement exterminés par des programmes de génocide. Les structures du pouvoir des banques et leurs mercenaires terroristes, ces porcs, font tout leur possible, de plus en plus et à chaque instant pour cela.

Il est temps pour nous et pour vous de faire quelque chose de sérieux contre tous ces problè-

mes et si nous ne faisons rien, nous serons éjectés à la fin. Nous devons réaliser un changement réel qui ne peut avoir lieu que par une lutte dure et des actions déterminées. Et la route de la libération est plus qu'une solidarité avec les prisonniers politiques. Bien qu'au trou, nous sachions tout ce qui doit être fait.

Tout bien considéré, nous ne sommes pas trop mal ici. Nous considérons que nous avons eu de la chance. Le pouvoir ici préfère préserver sa façade « *démocratique* » dans le but de pacifier notre société de consommation. Nous voudrions rappeler seulement que la vie agréable que nous avons ici est fondée totalement sur le sang du Tiers-Monde et des peuples indigènes, sur la destruction de la terre. Et ceci nous motive pour exercer une résistance totale et continuer la lutte militante.

Bien que nous soyons en prison, nous sommes avec vous et vous remercions pour votre aide.

En complète solidarité. ■

Gerry, Dong, Ann et Brent

Euskadi

La socialdémocratie experte en répression

La socialdémocratie, dans les pays où elle a accédé au pouvoir au cours des cinq dernières années, s'acquitte avec toujours plus de zèle des fonctions que lui a assigné l'impérialisme. Elle répond en effet à la nécessité, pour la bourgeoisie impérialiste, de se doter d'instruments politiques toujours plus fonctionnels dans une situation marquée par la crise du mode de production capitaliste et la restructuration pour la guerre.

En Espagne comme ailleurs, la socialdémocratie poursuit son insertion toujours plus zélée dans les structures de l'Otan, au service des plans militaires de l'impérialisme américain. En Espagne comme ailleurs, elle gère les plans de restructuration industrielle, en organisant les licenciements de masses, la réduction des dépenses publiques, en attaquant le pouvoir d'achat réel des couches populaires, et cela, comme ailleurs, grâce à la « coopération » syndicale !

En Espagne comme ailleurs, elle a développé comme jamais un arsenal de contrôle social total et d'occupation militaire sans fard de toute Euskadi Sud. C'est le plan Zen, ce sont les opérations de groupes barbouzards gérés conjointement avec l'Etat français, c'est la répression brutale et tout azimuth, comme aux beaux temps du franquisme.

Car, face à cela, ce sont aujourd'hui des secteurs sociaux de plus en plus vastes qui résistent, comme le montrent les manifestations qui ponctuent les luttes contre les licenciements, comme récemment dans la sidérurgie, mais aussi les luttes développées autour de l'alternative KAS, impulsée par la majorité des organisations révolutionnaires basques.

Le renforcement de ce contrôle sur toute velléité d'antagonisme passe aussi par l'approfondissement et la collaboration — ouverte, mais aussi plus discrète et moins... « licite » ! — entre les divers services spéciaux européens, et tout particulièrement avec la France, qui, en plus du fait qu'elle occupe elle aussi une partie du territoire d'Euskadi, présente l'immense avantage d'être dotée d'une équipe gouvernementale socialdémocrate aux longues traditions impérialistes. Le Psoe et le Ps français ne sont-ils d'ailleurs pas membres de la même Internationale ?

Ce sont les exigences mêmes de la restructuration pour la guerre impérialiste qui imposent aux différentes équipes socialdémocrates au pouvoir d'aller toujours plus loin dans l'intégration continentale de leurs systèmes répressifs, tant au niveau de la simple collaboration policière et de l'exécution de leurs basses-œuvres réciproques, qu'aux différents niveaux de la guerre contre les forces

révolutionnaires et l'antagonisme social, comme l'atteste l'usage généralisé de la différenciation, des soi-disants « *repentis* », etc.

C'est dans ce contexte général qu'une partie d'Eta (politico-militaire) a décidé de déposer les armes et de négocier piteusement sa « *réinsertion* » dans la vie « *démocratique* » espagnole, non sans avoir au préalable jeté en pâture à la police politique un considérable stock d'armes, sûrement pour prouver sa « *bonne foi* ». On sait la tapageuse publicité que les médias de régime font à ce genre de « *reddition* » de quelques

« *héros fatigués* ». D'autres militants d'Eta (PM) ne l'entendent évidemment pas de la sorte et ont décidé de dissoudre un sigle désormais discrédité et vendu, entamant un processus de convergence avec Eta (militaire).

Mais, quelle que soit la perfidie ou la brutalité des coups portés par l'ennemi par de sordides opérations ou par la guerre sale, l'initiative militaire se poursuit avec l'exécution du Lieutenant-Général Guillermo Quintana revendiquée par Eta (militaire) et celle du sénateur socialiste Enrique Casas, spécialiste de l'« *antiterrorisme* » en Euskadi. ■



ETA (p-m) rejoint ETA (militaire)

Dans son premier communiqué, Eta (politico-militaire) annonce qu'« *à la suite d'une analyse profonde analyse profonde développée au cours de ces trois dernières années* », son collectif décide son « *autodissolution* » et « *met ses militants à la disposition de l'Organisation Révolutionnaire Basque de Libération Nationale Eta* ». Elle déclare aussi dorénavant assumer « *l'entière responsabilité de l'alternative tactico-stratégique KAS, réintégrant ainsi le processus révolutionnaire* ».

C'est à partir de l'analyse erronée effectuée par l'Eta (PM) en 1975 sur la transition à la démocratie bourgeoise que « *tout un mécanisme fut engendré qui, en théorie, consistait en l'articulation organique entre notre organisation armée, le parti (Eia) et les organisations de masse* ». Le communiqué souligne que « *le parti, s'abritant derrière la thèse selon laquelle "le parti est l'avant-garde et l'organisation armée la sauvegarde des conquêtes populaires", a utilisé l'organisation armée pour deux raisons* ». La première de celles-ci fut de « *profiter du prestige de la lutte armée pour impulser un projet, aujourd'hui totalement socialdémocrate, en contrôlant à tout moment l'appareil militaire et en préparant sa fin dès la mi-parcours* ». La seconde raison qu'avait le parti d'utiliser l'organisation armée était « *de faire financer son projet par l'action armée* ».

C'est pour cela que l'organisation armée s'est « *en partie spécialisée dans les opérations financières* », mais aussi dans la mise en place d'« *un type de dynamique d'actions sectorielles qui visaient à conserver une certaine image et à camoufler les raisons d'être de l'organisation* ».

Eta (PM) affirme que le parti Eia « *a abandonné tous les organismes populaires parce qu'il ne les contrôlait plus* », la rupture de la gauche abertzale étant toujours plus manifeste. « *Ensuite, le parti a accompli un virage à 180° (et devint alors Euskadiko Eskerra [EE]. Ndt.) pour entrer de plain-pied dans tout l'engrenage du système institutionnel sous les auspices et le parrainage de tous les partis réformistes (Pnv, Ucd, Psoe...)* ». Comme prix de ce parrainage, il tenta de diviser

la gauche abertzale « *au détriment de l'alternative révolutionnaire de rupture KAS* ». Il mit en œuvre une « *véritable opération de traîtres et de déserteurs* », en cherchant par là à démanteler l'organisation armée.

En 1980, la direction conjointe légale/illégal existait encore et la direction de EE « *proposa à l'organisation armée de frapper la tête du gouvernement* ». Ce qui fut fait. Mais, après diverses exécutions de leaders gouvernementaux, « *la direction de EE profita de la situation pour se démarquer de l'organisation en l'attaquant et en se déclarant publiquement contre celle-ci, disant qu'elle était allée trop loin* ».

« *On en était là lorsque surgirent les premières divergences au sein du "bloc" et lorsque se mirent en place les bases du démantèlement de notre organisation armée, puisque le seul lien qui pouvait les unir était la question économique et que celle-ci avait déjà été résolue par de nouveaux moyens de financement, peut-être par celui du parrainage.* »

La première tentative de démantèlement fut « *la déclaration de trêve, qui, pour désorienter les militants, se fondait sur la nécessité d'une reconversion organisationnelle et qui allait préparer l'opération des désertions réformistes* ». L'annonce de cette « *trêve* » laissa « *les militants plongés dans un total désarroi parce qu'ils voyaient pour la première fois clairement la trahison dont ils étaient l'objet* ». L'action menée par les instances dirigeantes du parti « *connue son accélération finale avec la convocation de la VIII^e Assemblée* ». Il ne s'agissait alors même plus de discuter de la « *trêve* », mais bien de l'abandon de la lutte armée. Ce sont par conséquent, « *deux stratégies, deux idéologies différentes* » qui s'y sont affrontées.

« *Une fois terminée l'opération liquidationniste, commença l'opération d'assimilation à double visage. D'une part, en Espagne, EE traita avec le parti gouvernemental de l'aspect juridique et de procédure des à-côtés de cette opération et, d'autre part, à Paris, des tractations eurent lieu entre deux membres du parti des déserteurs et deux membres qualifiés du Corps Supérieur de Police.* »

« *On a jamais su ce qu'ils ont obtenu. Mais le résultat était clair. Sur le*

plan politique, lancer une campagne d'intoxication totale contre la lutte armée, en présentant cette opération comme la meilleure preuve de démocratisation. Sur le plan organisationnel, cela supposait rompre avec toutes les structures organisationnelles qui pouvaient être connues des collaborateurs. »

« *Ainsi s'achevait une courte histoire, celle de EE, histoire obscure et sale, faite de trahisons du peuple travailleur basque, de luttes pour quelques intérêts personnels, histoire d'une prise de pouvoir dans un parti né de la lutte de militants qui avaient soufferts de la torture et de la prison... Triste histoire en ce jour où la fin du parti est entre les mains du dernier "renchérisseur".* »

« *Avec la saveur amère de sept années d'histoire, nous nous voyons, nous les militants conséquents de l'organisation, dans l'obligation d'assumer notre responsabilité historique dans ce processus et d'accepter l'autocritique totale que nous faisons aujourd'hui comme partie intégrante de celui-ci.* »

« *C'est pour cela, et après un débat profond et clarificateur, que nous avons reconnu notre erreur et que nous avons compris que seule une adhésion à l'idéologie, à la stratégie et à la marche organisationnelle que propose KAS peut rendre propice notre réintégration dans le processus révolutionnaire basque.* »

« *Notre collectif, qui a vu se dérouler toute une manœuvre contre-révolutionnaire et contraire aux aspirations nationales et de classe du peuple travailleur basque, désire ajouter sa brique à l'édifice et contribuer à consolider la chaîne qui unit les secteurs à l'intérieur de la gauche abertzale.* »

« *Nous proclamons notre appui à toutes les organisations de KAS, ainsi qu'à l'unité populaire Herri Batasuna, et nous sollicitons le peuple basque pour qu'il lui accorde sa confiance, la considérant comme unique alternative et option capable de résoudre les graves problèmes qui sont apparus pour le peuple travailleur basque et pour continuer à avancer vers la construction de l'Etat Socialiste Basque.* »

**Vive Euskadi libre !
Vive Euskadi socialiste !
Le peuple armé ne sera jamais vaincu !**



Les « cellules révolutionnaires » répondent au mouvement

L'installation des missiles américains en Europe a eu pour conséquence le développement d'un large mouvement « pacifiste », surtout dans les pays où ceux-ci devaient être installés. En Allemagne, en particulier, il a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes.

L'ampleur du mouvement a conduit nombre de militants à penser qu'il fallait sauter dans ce train, tenter de radicaliser cette opposition et contribuer ainsi à la prise de conscience. Certains ont même pu penser qu'il y avait là un réel potentiel de déstabilisation du système capitaliste.

Or, si l'on considère que ce mouvement apparaissait en grande partie comme l'expression d'une réaction de peur plus ou moins égoïste, qu'il était clair qu'il n'avait rien de révolutionnaire, pas même de rebelle, et qu'en outre il était bien trop tardif pour pouvoir obtenir quoi que ce soit, le fait que toutes les forces réformistes et bourgeoises le conduisaient/contrôlaient, montrait l'inanité d'y voir même un potentiel de lutte simplement progressiste.

La focalisation des forces sur ce mouvement bâtarde et, en fait, désespéré, a atteint son paroxysme avec l'attente de « l'automne chaud », c'est-à-dire de l'automne 1983 où devaient être installés les missiles. Cet automne chaud était annoncé par l'Etat, ses flics, ses médias et devait à les entendre se traduire par l'embrassement pacifiste de l'Allemagne, manifs et actions à l'appui, et les flics en embuscade évidemment. Alors qu'il était évident qu'aucune force du mouvement pacifiste ne voulait ou ne pouvait mobiliser suffisamment de radicalité pour empêcher, au au moins pour freiner l'installation. Comme il était à prévoir, l'automne chaud n'a pas eu lieu, les missiles sont sur leurs bases et les pacifistes dans leurs chaumières. Bilan, un nouvel échec, une énorme frustration pour certains et des accusations tout azymuth, au mouvement qui aurait trahi, aux groupes révolutionnaires qui n'auraient rien fait.

« Accusations » venant essentiellement des militants autonomes qui ont, dans une large mesure, sacrifié au mythe du mouvement et du rendez-vous automnal.

Action contre Haig.



Dans ce texte, les Cellules Révolutionnaires un groupe qui, depuis 1973, multiplie les actions, en particulier contre les multinationales, et actuellement contre l'industrie de guerre, répondent à ces militants (qui leur reprochent de se placer hors du mouvement) en faisant une critique juste du caractère bourgeois de cette mobilisation et de l'attitude fautive (attente, espoir, illusion de pouvoir la transformer de l'intérieur, déception, etc.) des militants radicaux, alors que des prémices d'action radicale étaient apparues auparavant avec les manifs offensives contre les prestations de serment des recrues de l'armée allemande par exemple. Cette critique montre la contradiction de ces militants face aux mouvements de masse à caractère bourgeois et le manque de perspectives politiques propres qui les met à la remorque de n'importe quel mouvement pour peu qu'il soit de masse, de même que l'incapacité à apprendre de l'Histoire, qui dans les années 50 avait déjà donné l'exemple d'une semblable mobilisation (des centaines de milliers de personnes dans les rues pour empêcher le réarmement) pour un résultat semblable (l'armée allemande est l'une des plus puissantes).

L'analyse du rôle de la RFA dans la politique impérialiste est plus complexe et minimise peut-être la dépendance vis-à-vis du leader de l'OTAN. Elle démontre cependant avec clarté la tendance à l'interventionnisme direct imposé à la RFA par la nouvelle distribution des tâches au sein de l'Alliance.

Ce texte des RZ (dont nous publions la deuxième partie dans le numéro 6) a été beaucoup utilisé par la presse bourgeoise qui en a largement rendu compte, reproduisant même de longs extraits. Son but : tenter d'opposer les RZ à la RAF en montant en épingle les premières. Or, il n'y a pas d'antagonisme, mais des pratiques différentes, inhérentes et à l'analyse et à la compréhension de sa propre force, des tâches à remplir au sein du mouvement révolutionnaire.

Pour nous, ce texte est un élément supplémentaire pour permettre la compréhension des pratiques impérialistes aujourd'hui, des limites du mouvement pacifiste et de tout mouvement ponctuel de ce type, et la connaissance de l'analyse et de l'action des Cellules aujourd'hui. ■

« Une fausse politique ne devient pas plus juste parce qu'on essaye de la radicaliser »

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pratiquement pas critiqué le phénomène « mouvement de la paix », si ce n'est par rapport à des actions particulières, et nous ne nous sommes presque pas exprimés théoriquement face à l'opinion publique. Cela ne signifie pas que nous déniions l'urgence d'un débat systématique. Mais le développement que ce mouvement a pris dans la période « d'avant l'automne », nous a fortement écoeurés et a pas mal bloqué notre intérêt.

Par-dessus tout, une certaine répugnance s'est manifestée en nous, relative à la date fixée par le gouvernement « automne chaud » — comme si cela était commandé d'en haut, tout en étant déjà annoncé par le Président de la Sûreté — d'apparaître comme des diables sortant de leurs boîtes et d'assumer notre devoir radical. Nous aimons déterminer nous-mêmes notre moment, nos buts, nos formes d'intervention et nous évitons surtout — autant que cela est possible — les moments chauds commandés par l'Etat.

La décision de ne nous référer que ponctuellement au mouvement de la paix, de ne pas engager dans celui-ci toutes nos forces, d'avalier la soupe tiède et de lui donner un peu d'épice militante, ne relève pas seulement d'une réserve tactique, mais se fonde d'abord sur une controverse substantielle, qui ne nous est apparue consciemment dans toute sa partie qu'avec le temps, et pour cette raison, nous voulons proposer ce qui suit à la discussion, que nous espérons large et passionnée.

Pourtant, il est évident que dans tout cela, l'analyse du rapport intérieur entre la crise et la guerre n'est qu'un aspect, amenant les failles et les ruptures dans la planification impérialiste de l'avenir, au sein desquels s'enflammeront les nouvelles révoltes. Que le fait, que la résistance et l'insurrection suivent leur propre logique, c'est-à-dire que les tendances économiques et la pratique sociale ne coïncident pas automatiquement, tient dans un autre rapport qui reste à développer.

Le mouvement n'est pas tout

La disparité est évidente : alors que le Capital et l'Etat imposent leur stratégie de la crise, et l'exécutent déjà dans d'autres régions sur des peuples entiers, dans les métropoles, le danger de guerre est devenu le thème dominant tout autre débat. Ni la politique ponctuelle d'appauvrissement et encore moins les guerres concrètes que l'impérialisme initie sur les différents fronts du Tiers monde, ne mobilisent par centaines de milliers les individus dans les centres,

mais seulement une menace d'extermination plus ou moins abstraite. Ce n'est pas une culture de la révolte, de la lutte de classe qui se répand, mais une culture de la catastrophe largement alimentée par le haut. La peur justifiée face à l'appauvrissement social, à la désertification écologique et aux suites possibles du surarmement nucléaire, se traduit en une vision délirante d'une fin où tout sera exterminé et qui ne connaît que des victimes et pas un seul auteur.

Apparemment « Apocalypse Now » devient le leitmotiv d'une époque qui matériellement se meut vers une restructuration de dimension gigantesque. Le désir peureux de fin du monde devient la réaction spécifique de la métropole face à une nouvelle ère pleine de contradictions insupportables, qui ne sont que les prémisses de ce bouleversement. Déjà, ce qui — pendant les années 20 — fut interprété et vécu comme la « fin de l'Occident » se révéla être une crise globale de l'accumulation du capital, qui prépara non la fin du monde, mais bien une étape suivante dans le développement du Capital, au terme de laquelle on trouve le fascisme et une guerre glorifiée.

Là où se répand un esprit de fin des temps, il n'y a plus de place pour des utopies sociales. La prétention à une vie digne apparaît comme en retrait par rapport à la nécessité de la survie nue. Toute déviation se légitimise, si elle promet un espoir de sauvegarde. Ce qui est toujours un moindre mal à une catastrophe, sert de parade à un soi-disant plus grand malheur. L'agitation d'une menace de fin du monde donne aux souverains étatiques le moyen d'imposer à l'intérieur tous les sacrifices, en les laissant apparaître en comparaison comme secondaires. De la même façon que ce que revendique le Club de Rome ou des écologistes de droite, ce qu'exige surtout la crise, c'est la disponibilité au renoncement face à la menace de ruine de tous les fondements d'existence humaine sur cette planète, de la même façon aujourd'hui des fractions de l'alliance pour la paix évoquent l'apocalypse nucléaire pour prêcher l'abstinence politique. Au meeting de Bonn, il y a deux ans, on déclarait « la paix au lieu de la politique », et pour cette raison la parole fut retirée à un orateur de l'un des mouvements de libération lorsqu'il voulut exprimer ce que là-bas, on entendait par paix : « Dans notre pays, la paix ne signifie pas seulement "pas la guerre". La paix signifie indépendance nationale, justice sociale, identité culturelle. La paix signifie pour nous la fin de la violence quotidienne, des structures injustes, de la misère, de la faim, de la terreur des dominants. »

Il est tout aussi logique qu'ici, la politique étatique ne soit plus mesurée par rapport aux faits concrétisés consciemment et aux planifications impéria-



« Le mouvement » et le mouvement pour la paix en 1983.

listes ; que leurs auteurs en soient pleinement excusés, parce qu'on les considère comme prisonniers d'une situation menaçante de laquelle il faut bien se rendre communautairement maître. Lorsque Willy Brandt se lamenta au cours de la dernière *Journée pour l'Eglise* sur « l'impuissance des puissants » qui seraient triturés entre le doute et la confiance, il recueillit, bien sûr, applaudissements et sympathie. La théorie de « la course aux armements » ne connaît plus — à part un « stupide héros de western » et quelques autres méchants, montés en épingle du style d'un Weinberger — que des perdants et pas un organisateur. Une critique de l'escalade des armements ne peut se développer comme opposition fondamentale aux buts de la politique impérialiste, jalonnée de missiles à moyenne portée, mais reste correctrice d'un régime qui apparemment ne s'aperçoit pas des conséquences de ses menées.

La politique de l'impérialisme est en fait dissociée de sa base économique et opposée à une meilleure politique bourgeoise — sur la base des mêmes fondements — parce qu'apparemment dépendante de la volonté et de la morale de ses représentants. Comme si le retournement du S.P.D. dans l'affaire du stationnement était en fait le résultat d'un processus de purification interne au parti et non pas les suites banales de la perte du pouvoir !

Ceux qui discutent de la guerre comme d'un danger abstrait et de l'extermination nucléaire surtout comme d'un risque technologique donnent aux instigateurs leur absolute totale. Ils attestent indirectement la politique étatique, et ce que leurs représentants affirment sans cesse : que la sauvegarde de la paix serait leur cause la plus chère et qu'en fait, les différences ne se trouveraient que dans la voie choisie pour atteindre ce but.

C'est ainsi que le mouvement de protestation contre le « surarmement » s'enlise dans le débat sur les questions de sécurité, que les ambitions pacifistes se détournent en leçons sur les méthodes de défense « alternatives ». Tandis que le stationnement ne doit pas être imposé contre la volonté du gouvernement, mais empêché par un rapport de force, de conviction et de meilleure argumentation. C'est pour cela que beaucoup d'actions venant des rangs du mouvement de la paix — de la pétition jusqu'à la très pieuse grève de la faim, trouvant leurs effets principaux dans la satisfaction de sa propre disponibilité au sacrifice, ne sont que des appels à la raison, tout en étant portés par un espoir que rien ne peut justifier, comme quoi ce ne sont pas les nécessités de la valorisation du capital qui dictent les décisions des dirigeants, mais que celles-ci reposeraient sur de bonnes raisons ou sur la morale.

Une telle politique gagne les adhérents qu'elle mérite !

Cette alliance large, de laquelle les orateurs du mouvement de la paix se réclament avec tant de satisfaction, comme preuve de leur soi-disant force, ne fut que permise et ne put durer aussi longtemps qu'au prix de la soumission de tout contenu social-révolutionnaire et anti-impérialiste. Les réactions frénétiques et les désapprobations guerrières qui suivirent l'action des éclabousseurs de sang au parlement de la Hesse rendirent évidents non seulement l'étroitesse du consensus, mais aussi et surtout que celui-ci est toujours imposé et affirmé contre « la gauche ». Et, lorsque les mêmes personnes prêchent pour la centième fois que la perspective du mouvement pour la paix se trouve dans son élargissement et que, pour cette raison, toute escalade dans l'antagonisme serait nuisible à cette perspective, cela ne veut pas dire autre chose que, dans ce pays, une élimination du radicalisme est toujours aussi honorée ou tout au moins statistiquement positive.

C'est cependant partir de fausses suppositions que de reprocher à ces personnes de trahir, comme le font les autonomes. Car, il est absurde de mesurer un mouvement de protestation dans sa majorité bourgeois avec les règles de la résistance révolutionnaire, pour ensuite lui reprocher ses demi-mesures. Un tel reproche démontre moins la liquidation du mouvement pour la paix par ses gestionnaires que l'attente déçue du milieu autonome. Encore une fois, la disponibilité à voir derrière chaque alliance large, la supposition d'une éventuelle naissance d'un mouvement de masse révolutionnaire s'est retournée contre la gauche.

Encore une fois, le faux espoir que le mouvement serait tout et le but secondaire s'est révélé comme une fausse conclusion, dont nous avons tous à supporter les conséquences. Après, naturellement on est plus malin : une fausse politique ne devient pas plus juste parce que l'on essaye de la radicaliser de l'intérieur. Les débuts d'un anti-militarisme radical, qui s'est exprimé dans la résistance aux cérémonies militaires de décoration des recrues à Brême et Hanovre, est bien vite resté sur le carreau. Au lieu de continuer ces moments et de les amener à un contre-mouvement autonome totalisant, qui ne reste pas figé sur le problème des missiles, mais attaque les conditions existantes qui produisent les armes d'extermination et de la confrontation pratiquement avec le pacifisme bourgeois, des possibilités de médiation furent cherchées, dans l'espoir d'une potentialisation respective des différents moments de protestation et non sans un certain manque quant à ses propres perspectives.

L'orientation du milieu autonome vers les communautés de la paix n'a cependant pas conduit à la multiplicité espérée des différentes formes d'action, à la synthèse d'une protestation de masse et des militants, mais à leur réajustement (*Anpassung*) dans un cadre contrôlé par les « Realpolitiques ». La restriction de fait au soi-disant but proche et que l'on peut atteindre avancé par les officiels du mouvement pour la paix — aucun Pershing II —, cela eela signifie la séparation du stationnement de ses fins impérialistes et n'est pas d'une certaine manière seulement dangereusement fautive, parce qu'elle place les armes et non les hommes qui les dirigent, au centre du problème. Elle implique au-delà de cela, la neutralisation de la finalité des buts sociaux-révolutionnaires, en partant du fait qui conclut que tous les individus de ce pays sont immédiatement concernés et en enlevant à la résistance toute référence à la politique de classe.

La différence avec la protestation bourgeoise se laisse d'autant plus facilement réduire à la question abstraite de la violence et cela sur un terrain où la militance n'a pratiquement pas de chance d'être comprise comme alternative concrète. Car, par la concentration sur des points de soutien militaire et des ministères, c'est-à-dire dans les bastions du pouvoir, là où ils sont le mieux équipés et le plus fortement représentés, toute dynamique à l'action est enlevée. Pour nous, il n'y a rien à gagner dans le rapport de force présent car, nous n'avons pas sur ce terrain le « choix des armes ».

Pour les plus faibles, la détermination du lieu de confrontation a toujours une signification décisive et est notre seule chance réelle. Sinon, nous abandonnons le terrain aux protagonistes du plus plat des symboles de résistance, s'exprimant sous la forme de blocage par les corps, de tapis d'individus et de « Die-in's ».

Les « problèmes » de l'impérialisme US et l'« arme miraculeuse »

Malgré ce qui est dit ou écrit sur les fins du « réarmement » de l'O.T.A.N., l'escalade militaire est une expression de l'affaiblissement de l'impérialisme U.S., frappé par une série de défaites dans le Tiers monde que l'Union Soviétique a su utiliser pour avancer dans toute région « privée de pouvoir » et y établir des bastions du « socialisme réel », tandis que sous la pression montante des anciens satellites de l'Europe de l'Ouest et du Japon, qui se transforment avec le temps en dangereux concurrents sur le marché mondial, les U.S.A. sont amenés à se placer sur une ligne de confrontation, pour pouvoir redorer, remodeler les rapports de force à leur avantage. Le sta-

tionnement des missiles à moyenne portée apparaît donc comme un coup génial pour ressaisir en une fois tous les « problèmes ».

• Par les missiles, le bloc de l'Est est manipulable et, tout au moins forcé à la neutralité sur la scène politique mondiale.

• Grâce à cela, les U.S.A. ont à nouveau les mains libres dans les guerres, conventionnelles, imminentes au Moyen-Orient et en Amérique centrale.

• Et enfin, les concurrents du même camp sont mis au pas à travers la dépendance nucléaire. La R.F.A. devient un « gage » dans la guerre des U.S.A. contre le Tiers monde et aussi un « otage » qui peut être sacrifié au cours de la purification des contradictions internes à l'impérialisme.

Que la nouvelle phase de réarmement, ainsi que l'exacerbation des divergences internationales résultant de celles-ci, soient l'expression d'un changement politique et économique profond dans le monde, est indiscutable. Mais, malgré tout, nous croyons que les tentatives d'explication qui se trouvent dans la plupart des fractions du large mouvement pour la paix, avec bien sûr de conclusions différentes ne sont pas ou en partie seulement, à la hauteur d'une possible compréhension de la situation.

La RFA, « otage » ou numéro 2 de l'OTAN

Ni le fait concret de la création de la RFA en tant que projet de l'ordre américain après la Seconde Guerre, et encore moins celui que le Capital allemand ait su utiliser cette chance en cette circonstance et sur la base de l'exploitation et de la consolidation du pouvoir politique, pour se procurer à nouveau, mondialement, le respect et l'influence, n'expliquent l'hypothèse que les USA se servent d'une pratique néo-colonialiste et de leur droit de puissance d'occupation pour « nous » imposer les missiles nucléaires, ce afin de pousser en avant un concurrent devenu embarrassant dans une mauvaise et à l'occasion, le sacrifier sur le champ de bataille nucléaire. Ce sont tout autant des fantaisies de grandes puissances qui à partir de la banalité, entraînent à conclure que la spécificité de la RFA n'existe pas, les intérêts allemands se heurtant à leur limite là où l'importance communautaire est touchée. Il est vrai que la souveraineté ne peut exister que dans le cadre et aux conditions de la paix américaine, mais cette condition fut et est la garantie de la transformation inimitable de cette république en un Etat modèle.

En effet, la nécessité de la valorisation du capital produit de nouvelles rivalités entre les centres les plus importants pour l'accumulation du capital, centres qui tentent de se procurer des avantages économiques, les uns sur le dos des autres (et en règle générale, sur le dos d'un troisième), utilisables politiquement. Mais ces tiraillements au sein de la Trilatérale pour des morceaux de marché et des zones d'influence sont moins la preuve d'intérêts fondamentalement différents mais grandissants, que de leur zèle ardent à poursuivre communautairement leurs affaires, vivifiées par la concurrence.

C'est ainsi que tous ces concurrents se placent finalement derrière la volonté commune — développée par les USA et

suivie par les autres Etats de l'Alliance de l'Ouest — des différents services, pour imposer s'il est possible, leurs intérêts dans les derniers recoins de cette planète.

L'instrument de cet intérêt commun est l'OTAN. La RFA, instrument numéro deux au sein de cette structure supranationale des puissances de l'Ouest, n'est pas un gage ou un otage, mais le fer de lance de l'OTAN et fonde — inversement et simultanément — sur celui-ci son pouvoir. Le stationnement ne résulte pas de l'obligation de faire ses preuves à la suite de la politique hégémonique américaine — si cela doit absolument être — ou de se livrer au fil du rasoir, ce n'est pas une retombée dans l'insignifiance, mais un pas de plus sur le chemin de la réussite de cette République.

Elle est le résultat de la puissance économique et politique mondiale qui se prouve par le prix de la responsabilité militaire. « *Ce n'est dans le temps pas un privilège allemand que d'être seulement bénéficiaire d'une situation dont les autres, comme les USA, l'Angleterre et la France créent les conditions. Une participation allemande sous une forme ou sous une autre peut être un jour inévitable.* » (Schenk-S.P.D.)

Ainsi, les temps où les autres devaient assumer les travaux les plus sales, tandis que l'Etat RFA se contentait de payer et se consacrait — d'ailleurs toujours sous le rappel de son héritage — à la méthode « *élégante* » de pénétration impérialiste — approche définitivement de sa fin. La nouvelle définition de la mission de l'OTAN, à savoir la « *consolidation et la sécurité des intérêts vitaux hors de l'Europe* », ou, plus explicitement, « *le monde entier est l'affaire de l'OTAN* » (Haig), demande à l'impérialisme une nouvelle répartition des tâches entre Etats-membres. Dans ce concept de répartition des tâches, la RFA devient, à côté des USA, de l'Angleterre, de la France et du Japon, non membres-noyau d'un groupe d'*Etats-clés* », qui ont à assurer l'ordre dans les régions soumises à leur compétence.

On peut ainsi relever de quelle manière la RFA a pris cette responsabilité à cœur, dans les comptes-rendus sur les tortures et les assassinats en Turquie. Ce pays d'une grande importance stratégique au flanc Sud-Est de l'OTAN a dû être hissé à l'aide de crédits et de réarmement militaire en très peu de temps à la place de l'Iran. Qu'un tel programme ne s'exécute pas en respectant les sacrosaints principes de la paix, de la liberté et de la démocratie, mais seulement par la terreur terroriste d'une junte militaire, relève de la routine amère dans les affaires politiques. Il n'est aucunement question dans ceci de la « *manière douce* » que l'on attribue à la RFA. Celle-ci se heurte très vite à ses limites, lorsque les positions élémentaires et les intérêts vitaux de l'Alliance sont en jeu.

De manière différente de l'Angleterre ou de la France dont les armées doivent marcher et le font directement sur

Déjà en 1950, manifestation contre le réarmement.



les fronts du Tiers monde (Liban, Tchad, Malouines), la RFA doit prouver ses capacités dans sa fonction de ligne d'avant-garde dans le conflit Est-Ouest.

Elle n'est nullement « *plaque tournante* » ou « *arrière-pays* » de logistique militaire pour la guerre d'un règlement de compte ne la concernant pas. Le « *Wartime Host Nation Support Agreement* » oblige la RFA à combler toutes les brèches qu'un retrait de troupes US à la suite du « *réarmement* » un équilibre de l'Europe de l'Ouest doit être établi avec les forces du pacte de Varsovie, les buts de l'OTAN devant être imposés à partir de l'Europe de l'Ouest même.

Ainsi, il n'est pas étonnant qu'à Genève, les diplomates russes, avec leurs revendications de prise en considération des armes nucléaires anglaises, françaises et leur calcul de mégatonnes, se soient à chaque fois cassés les dents. La légende, alimentée par des fractions du mouvement de la paix, de l'Europe « *otage* » et de la RFA comme « *gage* », minimise tout d'abord l'impérialisme européen et inverse les rapports existants. Avec le « *réarmement* », l'OTAN s'est doté d'un instrument stratégique pour redéfinir, lui-même, les « *champs de bataille de l'avenir* », ce qui veut dire pouvoir « *porter le combat chez l'ennemi* » (Airland-Battle).

L'époque ou la guerre entre les deux blocs n'était pensable qu'au niveau d'un échange de coups nucléaires au prix d'une élimination simultanée, tire à sa fin. Le « *danger de guerre* » ne persiste plus dans, par exemple, la possibilité abstraite d'une catastrophe nucléaire suite à la production et à l'emmagasinement de capacité d'*overkill* — une possibilité qui, en RFA, et pas seulement ici, est connue et existe depuis des dizaines d'années — mais bien plus en ce que les Etats de l'OTAN ont à nouveau conçu la guerre comme calculable, avec des armes d'une qualité nouvelle. La construction des Pershings II signifie l'acquisition d'une option pour le premier choc stratégique. Leurs propriétés techniques, comme la précision, la durée de vol et la portée, permettent la mise en scène d'une bataille nucléaire en dessous de l'enfer total, là où l'on veut toucher l'ennemi.

Le plan Rogers, le concept de la *Airland-Battle* — repris en partie, allégé, remet apparemment la guerre au niveau supportable d'un engagement conventionnel — donne le cadre au sein duquel le « *réarmement* » trouve son sens. Elle ouvre, avec la capacité de l'impérialisme de l'Ouest à vaincre — même si celle-ci est plus destructrice — une nouvelle ère, dans laquelle aucune limite ne doit être fixée quant aux possibilités d'extorquer et de rançonner amplement et mondialement, tant économiquement que politiquement, tout en restant à son seuil. Ainsi, si les « *victimes* » de ces manœuvres résistent, l'on fera d'elles des agresseurs, provoquant une réponse militaire. (à suivre)

Cellules
Révolutionnaires

Voici la preuve

Si des Français pillent, volent, sabotent et tuent...

Ce sont toujours des étrangers qui les commandent.

Ce sont toujours des chômeurs et des criminels professionnels qui exécutent.

Ce sont toujours des juifs qui les inspirent.

C'est
L'ARMÉE DU CRIME
contre la France

Le Banditisme n'est pas l'expression du Patriotisme blessé, c'est le complot étranger contre la vie des Français et contre la souveraineté de la France.

C'EST LE COMLOT DE L'ANTI-FRANCE!...

C'EST LE RÊVE MONDIAL DU SADISME JUIF...

ÉTRANGLONS-LE
AVANT QU'IL NOUS ÉTRANGLE
NOUS,
NOS FEMMES
ET NOS ENFANTS !

Hier comme aujourd'hui Le discours est toujours le même.
Seuls ont changé les boucs émissaires.

Missak Manouchian

L'internationalisme au cœur

« ... Au moment de mourir je proclame que je n'ai aucune haine pour le peuple allemand et tous les autres peuples. Bonheur à tous... »

Avec ces mots, nous quittait, il y a quarante ans, Missak Manouchian. Fusillé par les nazis, il payait ainsi son tribut pour la libération du peuple français de l'occupation nazie et pour la libération de tous les peuples du monde.

Rescapé du génocide de 1915, Manouchian devait tomber en martyr de la main de ceux-là même dont le chef suprême, Adolf Hitler, déclarait le 22 août 1939 avant de mettre à exécution l'holocauste du peuple juif : « *Après tout, qui parle encore aujourd'hui du massacre des Arméniens ?* »

Communiste, porteur jusqu'aux derniers moments de ses jours d'un esprit internationaliste profond, il devait combattre aux côtés d'autres immigrés membres des FTP-MOI (*Francs-Tireurs et Partisans - Main d'Oeuvre Immigrée*) pour que vive la France. Manouchian demeure aujourd'hui un exemple pour nous tous. Pour nous tous et pour tous ceux qui sont encore obligés de s'affronter à la terreur des Etats.

Manouchian — pour nous — c'est plus qu'un exemple de résistant contre le nazisme. Il est, par sa propre histoire, par son type de combat et ses déclarations, ce que chaque Arménien devrait être. Il est présent dans la lutte que le peuple arménien mène aujourd'hui contre l'occupant

turc, pour sa propre indépendance, pour la réunification de l'Arménie. Communiste et anti-fasciste, Manouchian nous lègue aujourd'hui le message de l'intelligence et du courage face aux fascismes.

Nous ne pouvons pas ranger Manouchian dans les souvenirs, n'en faire que l'objet de quelques célébrations. Cet Arménien, ce Communiste, ce Combattant de la cause des peuples, nous le voulons dans nos rangs, dans nos luttes et dans nos combats d'aujourd'hui.

Comme lui, les militants arméniens doivent s'engager dans une lutte sans merci pour gagner leur combat, toujours en ayant à l'esprit qu'aucune lutte — même de libération nationale — n'est jamais le fait particulier d'un seul groupe ou d'un seul peuple, mais qu'elle doit se développer à l'intérieur d'un large front où tous les peuples se retrouvent Unis et Solidaires contre l'ennemi commun. Ce que les nazis appelaient dans l'*Affiche rouge* « *le complot des étrangers* », ne traduit rien d'autre, dans la langue des peuples en lutte pour leur indépendance et leur libération, que la conscience et l'action internationaliste.

Pour Manouchian comme pour nous : aucune haine contre les peuples, mais par contre une détermination profonde contre les ennemis des peuples, contre les meurtriers des identités nationales, contre les occupants de tous genres quel que soit leur uniforme ou idéologie !

21 février 1984,
Organisation pour la réunification
et l'indépendance de l'Arménie

Un front mondial contre l'impérialisme

Sabotage à l'usine Opel de Bochum

Le 10 janvier 1984, dans la nuit, des spécialistes ont scié une bonne partie du câble de commande des installations de l'atelier de soudure. C'est certainement le fait d'individus qui ne voulaient pas devenir des inutiles ou que d'autres le deviennent.

Les dommages, à ce que l'on dit, ne seraient plus réparables. Il est heureux

que l'esprit pratique dans le personnel ou ailleurs porte ses fruits, car l'on entend aussi que du bien d'Opel Russelheim.

Aux membres des services de renseignements d'Opel, nous souhaitons dans l'accomplissement de leur tâche, sans aucun doute difficile, une crise cardiaque soudaine, les plongeant dans un coma profond. ■

Rote Zora et les ordinateurs (suite)

L'année magique et tant invoquée, l'année 1984 est là.

Nous avons dignement fêté son avènement par les *boums* de la Saint-Sylvestre à Nixdorf et à l'Association des Organismes de Crédit.

Nous espérons qu'ainsi Nixdorf ne pourra pas emménager en 1984 dans son nouveau building de verre, comme cela était prévu. Dans ce building de 7 millions de DM, le géant de l'électronique voudrait centraliser et développer la vente de ses cerveaux (15% d'augmentation du chiffre d'affaires en 1983). Nixdorf participe à l'expérience-pilote Bigfon (fibre de verre) à Hanovre qui doit servir de modèle pour toute l'Allemagne. Ce qui est clair, c'est que, en dehors des entreprises partie prenante du projet, tire profit de cela : les patrons de l'Etat. Depuis la fin de l'année, des clients choisis par la poste, comme le ministère de l'Economie et le gouvernement du Land de Basse-Saxe sont reliés

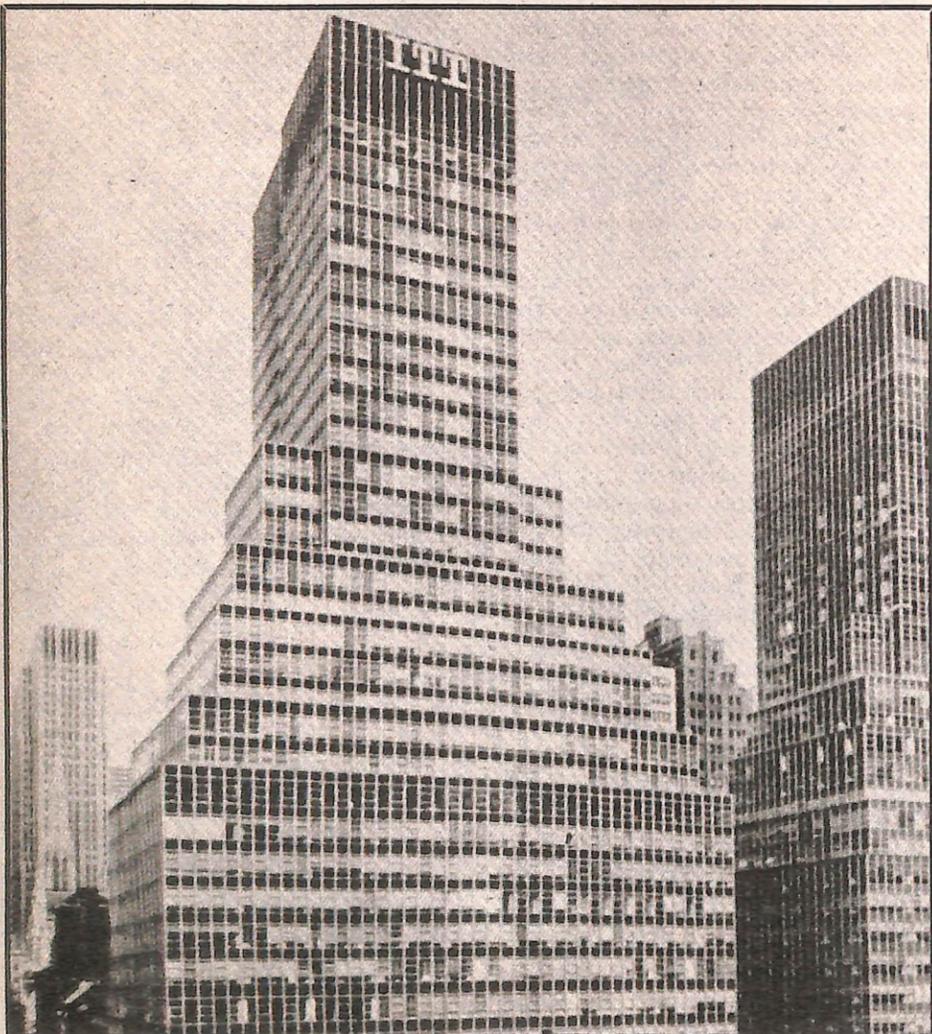
par un câble qui a coûté plus de 65 millions de dollars.

Nous espérons avoir mis hors d'état de nuire quelques ordinateurs de l'Association des Organismes de Crédit. Cette entreprise est d'après ses propres dires la plus grosse organisation d'Europe. Elle donne 9 millions de renseignements par an et accorde chaque année 250 millions de crédit à ses adhérents. Grâce à ses ordinateurs largement approvisionnés, elle en sait plus sur chaque individu que lui-même pourrait en dire interrogé à l'improviste...

Nous opposons aux stratégies de division et d'individualisation notre collectivité, que nous développons dans le combat dans la rue contre l'oppression des femmes, le sexisme, le racisme et la guerre impérialiste, dans le combat pour les squatts et les centres autonomes, dans l'attaque subversive contre les centres du pouvoir patriarcal. ■

Rote Zora

ITT... Siemens, Nixdorf, cibles des RZ.



Sur le front des prisons

Le 17 décembre 1983, vers 23 heures, nous avons rendu visite au maton, Johann Brem, qui habite 15 Lenbachstrasse à Berlin Steglitz.

Ce porc, a à plusieurs reprises, injurié et maltraité des prisonniers à *Mordbeat* (Moabit, prison de Berlin). Nous avons bombé des slogans sur les murs des maisons pour aviser ses voisins de ses activités.

Pour conclure, nous avons jugé bon de lui faire sentir les dangers de sa situation en brisant les vitres de sa chambre à coucher. En particulier, si une nouvelle attaque de sa part contre un prisonnier était connue. Par cette action, nous avons exercé une solidarité pratique.

Attention !

A l'intérieur et à l'extérieur : un front. ■

Sur quelques « événements récents »

Début février, les polices françaises et italiennes ont lancé une opération commune contre des communistes organisés des deux côtés de la frontière : 9 camarades ont été arrêtés, 8 en Italie et 1 en France. Pour l'heure, les causes et les conditions de ces arrestations restent dans l'ombre et la presse internationale brode sur les informations mijotées par les préfetures de Milan et de Paris.

Excepté l'arrestation de Vincenzo Spano et la découverte d'un important stock, il semblerait que, malgré tout, les flics aient « heureusement » raté lamentablement le coup qu'ils préparaient. Jeudi 2 février, Vincenzo Spano a été arrêté par le gratin des flics de la brigade anticommando a une centaine de mètres d'un appartement surveillé depuis quelques jours par la police politique.

Depuis six mois, la flicaille met « tout le paquet » selon les propres termes du Directeur de la police judiciaire, lors de la conférence de presse de bilan de la police criminelle.

De cette guerre totale et « secrète », nous ne percevons que certains « temps forts », poursuites et coups de feu, accidents de voitures et découvertes de stocks d'armes, sur fond de série d'expropriations contre des banques et de flics au tapis. La contre-propagande fait son lit : avenue Trudaine, boulevard Berthier, avenue des Ternes, porte d'Asnières...

Le black-out de la police, les élucubrations de la presse et surtout le silence d'« Action Directe », transforment le scénario en quelque chose qui nous est extérieur, nous réduisant malgré nous au rôle de « spectateurs ».

Nous n'avons rien à demander aux poulets, rien à espérer de la presse. Mais, « Action Directe », vus les événements qui se sont déroulés, les saloperies qui ont été imprimées, tout ce qui été laissé en suspens, se devait et se doit de donner les éléments de clarification indispensables au Mouvement Révolutionnaire pour lui permettre de comprendre. C'est la condition *sine qua non* du combat mené aujourd'hui. Contre l'intoxication psychologique et l'amalgame fait par le pouvoir.



Ciro Rizatto abat tu avenue de Villiers.

Nous préférons comprendre A.D. parce que cette organisation fait et dit, plutôt que de suivre l'histoire tronquée qu'en donne les médias. En ce sens, le dernier texte est clarificateur, il permet de comprendre qu'A.D., de par sa lutte et ses prises de position, exprime une réalité autre que nationale. Des camarades originaires de différentes nationalités ont ainsi été arrêtés : Maghrébins, Espagnols, Allemands, etc.

Libération titre « Liaisons dangereuses », *Le Parisien* « Violences sans frontières ». Pour E. Plenel, dans *Le Monde*, A.D. « jette l'opprobre » sur les proclamations politiques des révolutionnaires italiens.

Cette violence sans frontières, elle est entièrement nécessaire, et les liaisons dangereuses ne le sont que pour le capital transnational, de cela nous sommes convaincus. Quant au ramassis de raclures scalzonesques sur lesquelles « Action Directe » jetteraient l'opprobre, elles ne nous intéressent en rien.

Il est évident qu'un pas a été franchi dans l'affrontement entre les révolutionnaires et l'Etat-capital. Ici, dans la zone où nous luttons, il est vrai que nous devons l'assumer en tant que mouvement global et non en tant que pratique/tactique particulière.

Il est donc nécessaire d'ouvrir un œil critique et de tirer un certain bilan. ■

Des camarades

« Il n'y a d'espoir que tant que dure la lutte » (RAF).

Dans l'éditorial du numéro 2 de l'*Internationale* vous évoquez l'« esprit d'Heidelberg ». Il nous apparaît que c'est de toutes ces années de reprise et de massification de l'offensive du prolétariat des métropoles dont vous voulez parler. De ses avancées comme de ses replis et de la dialectique qui s'y attachait. Transformant, bouleversant la conception étatique des « choses du monde » qui présente le Capital comme ordre planétaire absolu, planificateur de chaque comportement humain et producteur de désespoir.

A l'origine de par sa main-mise et la transmission de ses intérêts — par l'intermédiaire des délégués à la pacification au sein de la classe — il y a de véritables années de plomb, pendant lesquelles les situations insurrectionnelles tendirent à la décomposition rapide du fait des limites des revendications partielles ou sectorielles — généralement satisfaites aux dépens d'autres prolétaires exploités plus intensément — et ne laissant entrevoir que des perspectives illusives ou la recherche de « solutions » dans les luttes de pays géographiquement éloignés, comme ce fut le cas lors de la phase tiers-mondiste des années soixante-soixante-dix.

L'espoir se cherchait ailleurs.

L'« esprit d'Heidelberg » (c'est-à-dire l'apport des organisations communistes combattantes des métropoles percevant le caractère globalisant du système de domination capitaliste) ramenait de cet ailleurs la radicalité, l'espoir des masses prolétariées en lutte pour l'émancipation, ici dans la métropole. Il concrétisait cette perspective de libération en déterminant la qualité pratique des rapports entre la classe et la bourgeoisie en terme de destruction/construction, de prise de pouvoir, d'affrontement direct.

Ces camarades, nos camarades, mettaient ainsi en marche un processus historique de réappropriation de la mémoire des luttes prolétaires, de l'histoire de la lutte pour le communisme, tout en contribuant à lever le voile « opacifiant » qu'avait tendu la contre-révolution avec la Deuxième Guerre mondiale, puis l'idéologie de collaboration de classe par la reconstruction ou le relèvement national.

En revivifiant l'espoir, en clarifiant son orientation, ce processus s'est puissamment ancré dans la réalité malgré les proclamations triomphalistes de mises à mort des guérillas, l'anéantissement physique des révolutionnaires, révélant les limites et les contradictions du système impérialiste. Les procès faits aux combattants, afin de briser les acquis et le caractère actuel des luttes forcent l'impérialisme à toujours plus falsifier, corrompre, dissimuler, tromper sur la complexité de sa réalité, de ses contradictions, de ses forces et faiblesses et à se démasquer pour ce qu'il est réellement : crise, guerre, misère, domination, de plus en plus systématique, hégémonie, « chosification », « mercantilisme », monopole des moyens de production. Mais encore et surtout, son existence détermine, de fait, la réalité de la lutte des classes, par laquelle le prolétariat tend à l'émancipation au travers de ses révoltes et le rejet de sa fonction quotidienne de producteur anonyme l'amenant à se réapproprier sa conscience



de classe, endossant ainsi son identité historique d'acteur du mouvement réel.

Aujourd'hui, le Capital, confonté à l'appauvrissement extrême de ses bases de domination à l'origine de l'extermination rentable, est de plus en plus contraint à la restructuration, à recomposer organiquement, simultanément et les moyens de production (en tant que moment autonome de production et de plus-value, robotisation) et la classe comme matière première (moment de dépendance absolue de la mécanisation industrielle de cette même plus-value). Créant ainsi de nouvelles divisions, multipliant les différences, les catégories d'exploitation ou de subjectivisation, tentant d'intensifier son système de domination et d'oppression par la « rationalisation » (automatisation) d'après sa mortelle loi du profit.

C'est initialement en s'attaquant à la restructuration des secteurs les plus combattifs (la Fiat en Italie, par exemple, où furent introduites la robotique et la robotisation des tâches) que « l'exemple » global du dépassement des conditions objectives est imposé à la classe dans son ensemble, en tant que perte et dépassement de ces mêmes conditions à la base de l'objectivité et de la subjectivité de la conscience de classe et de la lutte.

Ouvrant dans ce même sens, les syndicats, traîtres à la classe s'ingénient à opposer les défenseurs de l'outil de travail et du produit français aux déportés du travail, renforçant par cela le chauvinisme/racisme et la subjectivité tronquée au sein de la classe, tout en cherchant à tenir une place privilégiée et représentative dans les cuisines impérialistes de la planète, corrompant par l'aumône, comme ce fut le cas à Longwy, parce qu'il est plus rentable de plumer l'Africain ou le Jaune du Sud-Est asiatique, le prolétaire d'ailleurs.

Il s'agit donc, bel et bien, de la tendance, de la volonté et de la nécessité de reprise en main (au regard de la crise interne du capital et de la pression des luttes à l'échelon mondial) des rapports de domination et de production. Tendance à homogénéiser, d'une part les rapports de classe, et de l'autre les structures de domination tout en déstructurant la centralité ouvrière en la partiellisant de façon à ce qu'aucun secteur n'échappe à son contrôle, n'existe en dehors de sa tutelle permanente et omniprésente. En espérant ainsi prévenir toute généralisation des révoltes potentielles.

Homogénéisation du cadre de vie « européen », de la culture assujettie, des modes de pensée ou de réaction. Alternative zombie aux projets de guerre et de domination, à la politique globale d'intervention, d'occupation et de mise à sac des périphéries et du Tiers Monde. Toutefois cette homogénéisation/globalisation des structures sociales, des conditions de production, des carcans de l'aliénation transnationale produisent l'effet inverse, à savoir le développement de l'antagonisme et l'harmonisation des potentialités révolutionnaires.

Alors que la destruction de la centralité ouvrière est à la base du dépassement des fausses barrières et des fausses alliances, confrontant chaque individu isolé et ultérieurement la classe, à son propre devenir concret : prolétaire/classe atomisée avec pour issue, la lutte et la conscience des tâches pour la vie et la révolution. Présentement, les causes cernées de toute misère, individuelle ou collective, sont conditions à la révolte et à la massification, au processus de prise de conscience de l'identité de classe : « la mobilité, l'augmentation de l'exploitation et de la nocivité ne peuvent s'installer que si, dans la conscience de la classe ouvrière, le je bourgeois réussit à prévaloir sur le nous prolétaire ».

Il n'y a pas de doute possible, le cadre d'exploitation, la Métropole pour zombies, le langage de la bourgeoisie sont les mêmes à Milano et à Frankfurt, à Glasgow et à Paris. L'expérience du prolétaire turinois est donc profitable au prolétaire stéphanois, il y a identification du cadre de lutte. De la même manière, l'attaque contre l'ennemi de classe, en s'affrontant à la multinationalisation du capital et de sa production, porte atteinte à son entité/intégrité, si elle l'affaiblit dans l'une de ses métropoles, même si c'est à des niveaux différents. La notion de lutte, posée en termes de territoires ou de nations isolés, devient donc aussi dépassée que les structures capitalistes du siècle dernier.

Il n'est plus possible de penser en termes de recomposition de classe à partir de la seule usine. Au contraire, le point de départ se doit d'être la globalité de toute structure organisationnelle, productive, d'agencement de la cité métropolitaine et, par conséquent, de ses aspects les plus complexes, en général et en particulier. Le mouvement antagoniste exploitation/production, recomposition/libéra-

tion continue à se perpétuer dans les conditions présentes. L'émancipation hors de celles-ci passe par la rupture en vue de la guerre sociale totale contre l'hégémonie du mode de production capitaliste. Donc, le caractère actuel de « domination réelle totale, soumet toutes les qualités de l'homme social, en les produisant comme homme du Capital, fonctionnalisant aussi à la réalisation de la plus-value relative (...). Une nouvelle branche de production naît ainsi, l'usine de la conscience », avec les fonctionnaires qui lui sont relatifs : usine de « modèle de consommation », de « systèmes idéologiques », visant à la production/reproduction de la plus-value relative, du rapport social dominant. »

Face à cette réalité, le mouvement de recomposition de classe passe aujourd'hui des luttes directement antagonistes par la rupture avec tous les vieux schémas de partialisation/acceptation des formes de domination et de productivisme du capital. Il n'est plus seulement affrontement latent, mais partie prenante de la rupture nécessaire, directe et agissante.

Car ce n'est qu'en retrouvant leur caractère antagoniste que les éléments révolutionnaires se repositionnent dans la classe et par conséquent que celle-ci renoue avec la ligne stratégique de la lutte pour le communisme par la guerre sociale totale.

Se réappropriant la richesse du patrimoine prolétarien, développant recomposant les expériences historiques, agglomérant les potentialités de leurs diversités structurées, ils mettent en œuvre le mécanisme dialectique d'attaque stratégique du Capital, les conditions inhérentes à son anéantissement.

Rompre avec le passé, penser le présent avec la vision du futur, utiliser l'expérience mémorisée, démystifier, telles sont les tâches auxquelles doivent s'atteler les révolutionnaires afin que soient réappropriées/restituées la conscience et la nécessité de la lutte-intervention directe contre l'exploitation et l'oppression, que se fasse le saut qualitatif, que s'enchaîne la dynamique.

Aujourd'hui œuvrer au développement du mouvement antagoniste signifie : tirer le bilan du développement actuel de la guerre sociale, de son acuité. Anticiper sur les mutations et les révoltes à court, moyen ou long terme, saisir que la généralisation de l'attaque passera par la compréhension par le prolétariat métropolitain, de sa propre centralité.

Il n'y a plus seulement l'usine, le quartier, le mal-vivre, l'ennui, mais la décision consciente de vouloir et pouvoir collectivement vivre sa vie comme moment de construction et de développement du mouvement de classe.

**Détruire c'est construire.
Détruire politiquement, militairement, culturellement, socialement tous les rapports imposés par le Capital.
Construire l'organisation autonome de la classe.
Détruire le parti de la guerre.
Construire l'internationalisme.
Construire l'internationalisme prolétarien.
Finis les temps des altermoiements. Il est temps de choisir son camp.** ■